Konrad Adenauer Stiftung

Le Sénégal entre la Présidentielle et les Législatives : Défis et Perspectives

Forum de la Fondation Konrad Adenauer, 30 mai 2012

Konrad Adenauer Stiftung

Table des matières

Termes de référence (**Ute Bocandé**) 1

Programme 4

Allocutions 5

Ouverture d'**Andrea Kolb** 5

Dr. Gerhard Wahlers 6

Serigne Mbaye Thiam 8

Contribution

Porte parole du gouvernement : Vision et pratique du gouvernement
Contribution de **Serigne Mbaye Thiam** 10

Défis et perspectives économiques et du dialogue social
Contribution de **Pape Ibrahima Beye** 12

Intervention du Modérateur **Babacar Diop Buuba** 20

Synthèse du Modérateur **Babacar Diop Buuba** 22

Rapports sur la manifestation

Rapport de **Christian Nicolas Tendeng** 24

Rapport de **Casimir Tendeng** 26

Rapport de **Pépé Guilavogui** 30

Rapport de **Gata Doré**. 31

Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives 2012 : Défis et perspectives

Termes de référence

I – CONTEXTE

Le Sénégal vient de connaitre, après mars 2000, une deuxième alternance porteuse de grands espoirs, à la fois, aux niveaux national et sous-régional.
Ainsi, une nouvelle majorité basée sur une vaste coalition de forces politiques et citoyennes est appelée, autour d'un vaste programme, à relever de nombreux défis, notamment :

- apporter une réponse structurée et durable à la demande sociale,
- améliorer la gouvernance publique,
- renforcer la justice sociale,
- promouvoir une croissance équilibrée, durable et génératrice de richesses et d'emplois décents au profit du plus grand nombre.

Une telle dynamique basée sur une vision stratégique commune et une éthique de responsabilités partagées, devra interroger des paradigmes nouveaux face aux défis du moment et à venir.
Ce contexte nouveau qui va trouver son prolongement dans les prochaines élections législatives, dont l'une des conséquences majeures sera la recomposition de la représentation parlementaire et sénatoriale, appelle, sans doute, l'arrimage de compétences affirmées de femmes et d'hommes devant accompagner et contrôler les politiques, programmes, lois et règlements que le gouvernement est appelé à mettre en œuvre.
C'est pourquoi, il est apparu nécessaire pour la FKA, comme à l'accoutumée, d'encourager la rencontre de femmes et d'hommes évoluant dans les sphères juridique, économique, sociale et pédagogique, aux fins d'échanger autour des quatre thèmes suivants :

- La gouvernance ;
- La justice ;
- L'économie ;
- La demande sociale.

Gouvernance :

Défis :

- ✓ Gouvernance publique, privée, associative
- ✓ Rationalisation de l'action gouvernementale
- ✓ Communication autour de l'action gouvernementale
- ✓ Contrôle de l'action gouvernementale : (administratif, législatif, société civile)

Perspectives :

- ✓ Partenariat public-privé,
- ✓ Gouvernement – société civile

- ✓ Organisations internationales, (coopération bilatérale et multilatérale)
- ✓ Vision stratégique et responsabilités partagées
- ✓ Autres partenariats (Ecole, Presse, etc..)
- ✓ Devoir de rendre compte

Justice :

Défis :

- ✓ Transparence, Equité
- ✓ Modernisation de la Justice (mise à disposition de moyens humains, financiers, organiques, techniques, physiques
- ✓ Efficacité de la Justice/Amélioration de la relation Justice/Justiciable

Perspectives :

- ✓ Proximité justice – justiciable
- ✓ Amélioration des délais de traitement des dossiers et de rendu des décisions judiciaires
- ✓ Amélioration de l'efficacité des services des Greffes
- ✓ Comportement du justiciable face à son problème
- ✓ Maisons de justice
- ✓

Economie :

Défis

- ✓ Compétitivité interne et externe
- ✓ Environnement des affaires
- ✓ Investissements publics/ privés, structurants/d'accompagnement
- ✓ Productivité du facteur Travail : compétences et qualifications
- ✓ Rémunération
- ✓ Dialogue social (prévention et gestion des conflits sociaux)
- ✓ Rôle du secteur privé : création de richesses et d'emplois décents
- ✓ Développement auto-centré

Perspectives :

- ✓ Lutte plus efficace contre la pauvreté
- ✓ Accroissement du nombre d'emplois décents
- ✓ Croissance durable et mieux partagée
- ✓ Amélioration des performances économiques
- ✓ Diversification de la production:
- ✓ Renforcement de la consommation domestique ainsi que de la production domestique de biens et de services
- ✓ Economie verte, emplois verts
- ✓ Intégration sous- régionale

Demande sociale :

Défis

- ✓ Concept
- ✓ Portée

- ✓ Manifestations / structuration
- ✓ Déficit
- ✓ Solutions / responsabilités
- ✓ Liens structurels entre la demande sociale et la bonne gouvernance
- ✓ Définition, mise en œuvre et contrôle de politiques et programmes
- ✓ Exemples pertinents de gestion de la demande sociale

Perspectives

- ✓ Meilleures prise en charge de la demande sociale
- ✓ Meilleure cohésion sociale
- ✓ Stabilité politique et sociale accrues
- ✓ Justice sociale renforcée

Forum

Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives

Défis et perspectives

Mercredi 30 mai 2012 Konrad-Adenauer-Stiftung

Programme

8h30	Installation des participants
9h00	Cérémonie d'ouverture sous la présidence de S. E. M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal Allocutions : **Mme Andrea KOLB**, Représentante Résidente de la Fondation Konrad Adenauer **Dr. Gerhard WAHLERS**, Secrétaire Général Adjoint de la Konrad-Adenauer-Stiftung Berlin **M. Christian CLAGES**, Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne **S. E. M. Serigne Mbaye Thiam,** Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
9h30	Pause café
10h00	**M. Serigne Mbaye THIAM**, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, porte parole du gouvernement : Vision et pratique du gouvernement
10h15	**Prof. Ismaila Madior FALL**, Faculté de Droit: Défis institutionnels et de la justice
10h30	**M. Pape Ibrahima BEYE**, économiste au bureau régional du BIT/ILO: Défis et perspectives économiques et du dialogue social
10h45	**Prof. Penda MBOW**, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Mouvement Citoyen: Défis et perspectives de la demande sociale
11h00	Débat, contribution des invités. Modération par le **Pr. Babacar DIOP Buuba**
12h00	Réponses et perspectives
12h25	Photo de famille
12h30	Déjeuner

Mme Andrea Kolb
Représentante Résidente de la Fondation Konrad Adenauer

Ouverture

Excellence, Monsieur le Ministre,
Excellence, Monsieur l'Ambassadeur d'Allemagne,
Monsieur le Secrétaire Général de la Konrad-Adenauer-Stiftung à Dakar, Dr. Wahlers,
Honorables Sénateurs,
Honorables Députés,
Mesdames et Messieurs les Directeurs de sociétés et de services,
Mesdames et Messieurs les Présidents d'organisations de la société civile,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Médias,
Monsieur Cheikh Séne, alias Keyti, contente que tu sois là,

Chers invités,

Je vous souhaite la bienvenue à la Fondation Konrad Adenauer, à l'occasion du Forum sur « le Sénégal entre la présidentielle et les législatives ». Je suis ravie de voir autant de personnes, et de grandes personnalités qui ont répondu à notre invitation aujourd'hui, cela montre qu'il y a un fort besoin de s'échanger et de s'informer sur les actuels développements, les défis, et les voies empruntées par les décideurs et les acteurs de la nouvelle ère qui a commencé au Sénégal.

Je ne vais pas m'étaler dans les remerciements, je vais tout de suite laisser la parole à notre invité de Berlin, le Secrétaire Général Adjoint de notre fondation, Dr. Gerhard Wahlers.

Dr. Gerhard Wahlers
Secrétaire Général Adjoint de la KAS

Allocution

Excellence, Monsieur le Président de la République,
Excellence, Monsieur le Ministre,
Excellence, Monsieur l'Ambassadeur d'Allemagne,
Chère collègue, Madame la Représentante Résidente de la Konrad-Adenauer-Stiftung à Dakar,
Honorables Sénateurs,
Honorables Députés,
Mesdames et Messieurs les Directeurs de sociétés et de services,
Mesdames et Messieurs les Présidents d'organisations de la société civile,
Mesdames et Messieurs les Représentants des Médias,
Monsieur Cheikh Séne, alias Keyti,

Chers invités,

J'ai le grand plaisir et l'honneur de vous souhaiter la bienvenue à la Konrad-Adenauer-Stiftung, à l'occasion du Forum sur le Sénégal entre la présidentielle et les législatives. Je voudrais remercier très vivement Son Excellence Monsieur le Président de la République d'avoir accepté le haut patronage de notre forum de discussion à la Konrad-Adenauer-Stiftung.

Mes remerciements s'adressent au professeur Sergine Mbaye Thiam, Ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, aux professeur Ismaila Madior Fall et Penda Mbow et à Monsieur Pape Ibrahima Beye ainsi qu'au professeur Buuba Diop qui ont bien voulu assurer les communications sur les quatre thèmes choisis et la modération.

Je voudrais également remercier tous les représentants des institutions élues, des secteurs économique, juridique, culturel et de la société civile qui sont venus ce matin pour partager leurs idées avec nous au cours d'un forum sur les défis et perspectives après la présidentielle et en attendant les législatives.

Permettez-moi de dire quelques mots sur la Konrad-Adenauer-Stiftung à l'endroit de ceux qui ne la connaissent pas encore. La Konrad-Adenauer-Stiftung est une fondation politique allemande. Elle porte le nom de Konrad Adenauer, le premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne qui fut un des politiciens les plus marquants et importants de son époque.

C'est grâce à la politique de Konrad Adenauer que la démocratie et la liberté ont pu s'ancrer solidement en Allemagne après cette période la plus sombre de notre histoire, le troisième Reich. C'est grâce aussi à Adenauer que l'Allemagne a été intégrée dans la communauté des pays occidentaux démocratiques et que l'économie sociale de marché a été instaurée.

Notre objectif en Allemagne et dans le monde est de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la liberté et l'état de droit. Les bases de nos activités sont les idéaux et convictions de la démocratie chrétienne: solidarité, liberté de l'individu, justice sociale, droits de l'homme, démocratie et paix.

La Konrad-Adenauer-Stiftung accompagne les autorités et les populations du Sénégal depuis près de quatre décennies. Elle appuie les secteurs de la décentralisation et du développement local, de l'économie et de la formation des citoyens dans plusieurs domaines.

En effet, le Sénégal vient de connaître, après mars 2000, une deuxième alternance politique porteuse de grands espoirs, à la fois aux niveaux national et sous-régional. Le Sénégal est un pôle de paix dans la sous-région et un modèle démocratique en Afrique.

Nous vous félicitons de ce que beaucoup ont appelé «La victoire de la démocratie». Avec le forum que nous organisons aujourd'hui, nous présentons aux acteurs et décideurs évoluant dans les sphères politique, juridique, économique et sociale, une plateforme d'échange.

A présent, je voudrais réitérer mes félicitations et mes remerciements à tous les conférenciers et particulièrement au Président de la République.

Je nous souhaite des échanges fructueux qui aideront, nous l'espérons, à éclaircir tant si peu les défis, et à éclairer la voie empruntée par les décideurs et les acteurs de la nouvelle ère qui a commencé au Sénégal.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Serigne Mbaye Thiam
Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Vision et pratique du gouvernement

Mesdames, Messieurs les Sénateurs,
Mesdames, Messieurs les Députés,
Monsieur l'Ambassadeur d'Allemagne,
Monsieur le Secrétaire Général de la Fondation Konrad Adenauer,
Madame la Représentante Résidente de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal,
Mesdames, Messieurs les directeurs de services publics, présidents des organisations patronales et syndicales, des organisations de la société civile, représentants des médias,
Madame, Messieurs les conférenciers,
Chers invités,

J'ai le plaisir de vous saluer ce matin, au nom du Gouvernement du Sénégal et du Président de la République, à l'occasion du forum sur « Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives. Défis et perspectives ».

Je remercie la fondation Konrad Adenauer d'avoir pris l'initiative d'organiser ce forum, car le questionnement vient au point nommé. En effet, la thématique nous semble intéressante et digne de réflexion : Depuis l'élection présidentielle, le Sénégal est entré dans une nouvelle ère de gouvernance, et il est important d'exprimer clairement les visions et perspectives pour donner aux électeurs des orientations fiables en vue de leur participation aux élections législatives dans un mois.

Comme la FKA l'a mentionné dans les termes de référence, le contexte nouveau va trouver son prolongement dans les prochaines élections législatives, dont l'une des conséquences majeures sera la recomposition de la représentation parlementaire, au niveau de l'Assemblée nationale comme au Sénat. Ce contexte appelle l'émergence de compétences affirmées d'acteurs qui vont accompagner et contrôler les politiques, programmes, lois et règlements que le gouvernement est appelé à mettre en œuvre.

Ainsi nous nous retrouvons ce matin avec l'objectif de stimuler la discussion entre ces acteurs évoluant dans les sphères gouvernementale, juridique, économique, sociale et pédagogique pour échanger sur les défis et les perspectives dans les secteurs de la gouvernance, de la justice, de l'économie et de la demande sociale.

Nous espérons que nos présentations seront suivies de discussions animées, de critiques constructives et fructueuses qui nous aideront à mieux définir encore les défis qui nous attendent et les voies de solution à mettre en œuvre afin de remplir le contrat entre les nouveaux élus et acteurs et les électeurs.

Je remercie les conférenciers et le modérateur de leurs contributions et espère que les invités, tous des acteurs et des décideurs très avertis dans leurs domaines respectifs, s'impliqueront dans les débats et dans la mise en œuvre de nouvelles politiques dans tous les domaines, pour être plus proche des citoyens et pour pouvoir répondre aux nombreux défis.

Je vous souhaite de travaux fructueux et déclare ouvert le forum sur « Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives – défis et perspectives ».

Dans le jardin de la foundation (de droit à gauche) Dr. Gerhard Wahlers, M. Serigne Mbaye Thiam, Mme Andrea Kolb, M. Christian Clages, Pr. Babacar Diop Buuba et Mme Ute Bocandé

Samba Diouldé Thiam
Député du Sénégal

Contribution

Merci pour l'invitation que nos amis de la Fondation Konrad Adenauer m'ont adressée pour prendre part au « Forum : le Sénégal entre la présidentielle et les législatives »
C'est une vielle « tradition » pourrait-on dire qu'entretiennent avec délicatesse et vigueur les représentants de votre Fondation, notamment Mme BOCANDE.

« La PATRIE AU-DESSUS DU PARTI », slogan mis en exergue par le Président Macky SALL au congrès de l'Alliance Pour la République qui l'a investit le 10 décembre 2011 pour aller en campagne électorale, rappelé pendant celle-ci et après la victoire historique du 25 mars 2012, me semble être le PARADIGME DE LA NOUVELLE SITUATION, DU NOUVEAU POUVOIR D'ETAT. A mon sens ce paradigme résume la vision du Président et constitue la boussole qui oriente son magistère.

C'est en fonction de ce nouveau paradigme qu'il faut reconstruire, réorienter et réorganiser l'Etat, ses actions et ses pratiques. Si le Président Macky SALL réussit, ce paradigme sera dorénavant la vision de l'Etat du Sénégal et de la Nation sénégalaise. Une nouvelle aube se lèvera pour le peuple sénégalais.

La période que nous entamons est une période de passage de la phase historique de la domestication et de la privatisation de l'Etat au service de soi, des lobbies et donc d'UN PARTI à une nouvelle phase historique de restauration et de réhabilitation de l'Etat au service de la COMMUNAUTE NATIONALE, l'INTERET GENERAL et donc de la PATRIE. On passera alors de l'ère historique de la « PATRIE AU-DESSOUS DU PARTI » à celle de la « PATRIE AU DESSUS DU PARTI ». Que de peines, de larmes, de malheurs et de sang auront jalonné l'itinéraire du peuple sénégalais !

Il s'agit d'une période REVOLUTIONNAIRE pour passer d'un état et d'une situation antérieurs, stables sur des décennies, à un état postérieur dont la stabilité et la durabilité dépendront des forces qui y travaillent et du contenu qui y sera déposé.

Toute phase révolutionnaire est menacée par ses ennemis, mais aussi par ses maladresses, ses précipitations ou ses excès.

Ce serait coupable de ne pas y penser et de ne pas s'y préparer pour ne pas interrompre le processus de transformation de la société.

En raison des tâches historiques à accomplir et parce que le processus ne devrait pas s'interrompre prématurément, tous les acteurs du nouveau régime devraient comprendre l'exigence intournable suivante : le besoin d'une TRES GRANDE ALLIANCE DURABLE DE FORCES POLITIQUES, ECONOMIQUES, SOCIALES ET SPIRITUELLES.

Une telle alliance dont BBY est l'expression politique devrait mettre en avant le DIALOGUE SOCIAL avec les acteurs non étatiques et obtenir d'eux l'engagement expressément assumé d'un CONTRAT SOCIAL autour du programme des Assises Nationales, endossé publiquement par le candidat Macky SALL et réaffirmé solennellement par le nouveau Président. Le danger mortel serait que les soucis et les égoïsmes catégoriels l'emportent l'intérêt général

La DEMANDE SOCIALE, si variée et si pressante, a besoin d'être agrégée pour que les nouvelles autorités se concentrent sur ce qui en constitue le CŒUR. A mon avis, ce cœur est constitué par le BESOIN DE RECONCILIER L'ETAT AVEC L'INTERET GENERAL ET LA JUSTICE, DE FORMATER UN NOUVEAU TYPE DE CITOYEN qui cherche à concilier l'intérêt personnel et l'intérêt général.

L'instauration d'un nouvel Etat pour les MISSIONS DE RUPTURE postulées par les besoins du développement du pays suppose forcément l'exercice d'une AUTORITE PUBLIQUE démocratique, ferme, avisée et graduée, pleinement respectueuse des droits humains.
L'exercice d'une autorité ferme pour servir les desseins du renouveau national et social, respectueuse des droits humains, voilà une contrainte à transformer en opportunité pour ne pas céder à la facilité.

Naturellement, si la sphère économique n'apporte pas rapidement ses réponses aux multiples attentes des populations, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, la contre-révolution se fraiera facilement le boulevard de la reconquête du pouvoir. D'où l'attention particulière et le soin méticuleux que les nouvelles autorités publiques devraient accorder au monde rural, aux travailleurs et aux investisseurs.

Pour qu'advienne une majorité forte à l'Assemblée nationale pour soutenir l'action du Chef de l'Etat et jouer sa partition et toute sa partition dans la construction de la nouvelle ère, il faudra engager une vigoureuse et intelligente campagne électorale qui mobilise BBY et tout le peuple des Assises Nationales. Que les petites ambitions personnelles ou de chapelles n'égarent pas les vrais partisans de l'avènement de l'ère nouvelle. Le vrai vote utile doit aller à BBY qui constituera une vraie force politique diverse mais unie fondamentalement parce que consciente que son rôle est de soutenir vigoureusement le nouveau processus de transformation sociale.

Merci, Samba Diouldé THIAM

Communication de Pape Ibrahima Beye
Ancien Secrétaire Général du CNP et ancien Fonctionnaire du BIT – Membre du CNP

Défis et perspectives économiques et du dialogue social

INTRODUCTION

Au sortir des élections présidentielles du 25 mars 2012, le Sénégal se projette vers les élections législatives prévues en juillet 2012. Cette date charnière dans l'histoire politique du Sénégal constitue, assurément, un repère de taille dans la consolidation de la démocratie, la maturité du Citoyen, la stabilité des institutions républicaines, la promotion de la paix et de la bonne gouvernance dans une sous-région où l'instabilité institutionnelle le dispute à la violence et la pauvreté endémique.

C'est pourquoi, il me plait de féliciter la FKA qui a eu l'heureuse idée de nous convier à un exercice d'introspection et de prospective, à la mesure des paradigmes dominants, des défis de l'heure et des perspectives qui s'offrent à la Nation sénégalaise en quête de paix, de justice sociale, de revenus et d'emplois décents. Car, comme disait Sénèque « Pour celui qui ne connait pas son Port, il n'y a point de Vent favorable ».

Vous me permettrez de faire un survol de l'économie sénégalaise, pour dégager les défis majeurs qui s'imposent à elle et les perspectives subséquentes.

- ✓ A l'image de nombre de pays Africains, le Sénégal est caractérisé par une population jeune (55% pour un âge médian de 19 ans), pour 12.855.153[1] habitants en 2011, avec un taux d'accroissement intercensitaire de 2,5 %.

Toutefois, il est confronté à une contrainte majeure : une population inégalement répartie dans l'espace et une forte concentration des populations à l'Ouest et au Centre du pays a détriment de l'Est et du Nord sont faiblement peuplés. La densité de la population est passée, en moyenne, de 50 habitants (hbts) /km^2 en 2002 à 60 hbts/km^2 en 2008.

Dakar, véritable macrocéphalie, se caractérise, en 2008, par une forte densité (4549 hbts/km²) et une population estimée à 2 482 294 habitants, soit près du quart de la population totale réparti sur seulement 0,3% du territoire national. Les densités des régions de Diourbel de Thiès sont respectivement de 260hbts/km² et 234hbts/km² en 2008 contre 215et 198hbts/km² en 2002. Tambacounda et de Louga affichent des densités faibles : 10 hts/km2 en 2002 et 12hbts/km2 en 2008, 27 hts/km2 à 32 hts/km2 entre2002 et 2008.

- ✓ Au plan administratif, l'organisation territoriale repose sur, après plusieurs réformes, parmi lesquelles la création des régions de Matam en 2001 et de Kaffrine, Kédougou et Sédhiou en 2008, sur 14 régions, 172 communes et 384 communautés rurales.

- ✓ De 1994 à 2005, le Sénégal a enregistré des performances économiques relativement bonnes, avec un taux de croissance économique moyen de 5% par an, sans

[1] Projections ANSD, 2011

déficits trop importants des finances publiques et sans problèmes majeurs pour la balance des paiements, malgré le ralentissement économique des années 1996, 1997 et 2002

L'année 2006 marque un tournant avec des performances plutôt erratiques : croissance économique de 2,5%, déficits budgétaire et commercial accrus. Les déficits budgétaire et commercial sont, respectivement, passés de 2,9 % et 7,8% du PIB en 2005 à 5,6% et 9,8% en 2006, ce qui a causé, des arriérés de paiement vis-à-vis du secteur privé.

Cette détérioration est due en partie à une forte demande de consommation, en particulier dans le secteur public, à une performance peu significative des exportations, la montée des prix du pétrole, combinée à celle des prix des importations alimentaires. En 2007, les efforts du Gouvernement pour rétablir les équilibres macroéconomiques, ont été récompensés et le taux de croissance s'est établi à 4.9 %, malgré les mauvaises récoltes enregistrées du fait d'une pluviométrie tardive et de problèmes d'approvisionnement en semences. La dégradation de la conjoncture mondiale en 2008 et 2009, a fortement contrarié cette tendance à la reprise et le taux de croissance économique s'est établi respectivement à 3,2.% et 2,2%[2] .

Le taux de croissance économique s'est établi à 4,1% en 2010 et 2,6% en 2011. Cependant, malgré cette tendance au redressement, les prévisions restent encore éloignées du taux de croissance économique de 7% prévu dans le cadre de la Stratégie de Croissance Accélérée.

Le secteur primaire : il enregistre un retrait de 2,8% en 2011 à cause des contre performances de l'agriculture industrielle et vivrière (repli de 21,6% en 2011).

- **L'agriculture :** Le secteur agricole emploie près de 54% de la population active, absorbe en moyenne 10% des investissements publics, mais ne contribue que pour environ 10% à la formation du produit intérieur brut (12% en 2007). Par ailleurs, la production agricole ne couvre en moyenne que 52% des besoins alimentaires de base.
  Sauf en 2007 où elle est évaluée à 282 milliards de FCFA, l'évolution du PIB agricole sur la période 2006-2010 est caractérisée par une tendance à la hausse, passant de 320,9 milliards de Franc CFA en 2006 à 436 milliards en 2008 et à 483,6 milliards en 2009.
- **L'élevage** : Deuxième sous-secteur contributeur du primaire après l'agriculture, l'élevage représente en moyenne 4,0% du PIB sur la période 2000-2008 et 4,7% en 2011. Ce résultat s'explique en partie par l'importance de la demande de consommations intermédiaires des industries alimentaires, de l'hôtellerie et de la restauration.
- **La pêche :** Le sous-secteur de la pêche contribue pour environ 2% au PIB, crée 600 000 emplois, et représente 22% du total des exportations. En 2005, elle a généré 366 millions de $ US. Entre 1988 et 2005, les captures des espèces démersales qui apportent l'essentiel de la valeur ajoutée du secteur ont chuté de 32%. Les exportations de produits halieutiques ont également enregistré une baisse notable de l'ordre de 26%.

Le secteur secondaire : il est caractérisé par un regain de dynamisme, en 2010 et 2011 (+5,5% et 7,2%)

[2]Ce taux est en deçà du taux de croissance démographique.

- **L'industrie :** La politique de libéralisation du secteur initiée, dans le sillage des PAS et de la NPI, n'a pas permis à l'industrie sénégalaise de sortir des difficultés. Avec une contribution du secteur à la formation du PIB de 19 %, la valeur ajoutée en volume du secteur secondaire s'est accrue de 5,6% en 2010, après un recul de 1,2% en 2008. L'absence d'innovation, la difficulté d'accès au financement et la vétusté des équipements industriels, entraînant des coûts de production élevés, n'ont pas permis d'assurer à l'industrie nationale une compétitivité sur les marchés local et international .

  En 2005, adoption de la Lettre de politique sectorielle de développement de l'industrie qui consacre la Politique de Redéploiement Industrielle (PRI), en vue d'améliorer la croissance du secteur et de promouvoir l'emploi. L'ensemble des efforts déployés a permis de porter la contribution du secteur secondaire au PIB, industries extractives non comprises, à 19, 8 % en moyenne de 2006 à 2008, soit un accroissement de 3,8 % par apport à l période 1993-2000.

- **Les BTP** constituent l'un des sous- secteurs à plus forte croissance de l'économie. Du fait de la croissance de la demande domestique et sous-régional et des investissements réalisés : doublement de la production de la SOCOCIM, l'installation des CIMENTS DU SAHEL.

- **L'artisanat :** avec un effectif de 1 200 000 personnes, l'artisanat représente 18% de la population active. La contribution de ce sous secteur au PIB est d'environ 12%. Il absorbe 30 à 60% de la main d'œuvre urbaine et compte 120 corps de métiers.

Le secteur tertiaire : trois groupes :

- Le tertiaire moteur (télécommunications, énergie électrique, intermédiaires financiers et services aux entreprises) ;
- Le tertiaire traditionnel (commerce, transport, services personnels et restauration) ;
- Le tertiaire non commercial (enseignement, santé, services sociaux et administration publique).

Depuis 2000, la contribution du secteur tertiaire au PIB est en croissance (+54%). Il s'est consolidé en 2011 (+4%) contre (0,7%) en 2009. Il est tiré par le commerce, les transports, la poste et les télécommunications, l'hébergement et la restauration, les services financiers, la formation, les administrations, les services sociaux et les activités immobilières.

L'emploi: 97% de l'emploi est fourni par le secteur informel contre seulement 3% pour le secteur formel. D'après l'ESPS/2005, la population occupée ou pourvue d'un emploi, est estimée à 3 309 716 d'individus, soit un taux d'occupation de 38,7%. Dans la catégorie des actifs occupés, seulement 17% jouissent d'un salaire régulier. Le Sénégal a **é**laboré et validé, en mars 2010, un document de politique pour le secteur de l'emploi (2010-2015, lequel a permis de renouveler et de renforcer le document de politique nationale de l'emploi élaboré en 1997. En outre, il faut déplorer :

- l'insuffisante articulation entre les politiques de croissance et d'emploi;
- le niveau de plus en plus élevé du chômage, du sous-emploi et de la pauvreté;
- les difficultés de financement des programmes d'emploi et l'inexistence d'un cadre d'intervention approprié des PTF.

La pauvreté : Le profil de pauvreté au Sénégal révèle que 6 personnes sur 10 sont soit pauvres, soit vulnérables, en 2008-2009. Sur ces 6 personnes, 4 sont pauvres et 2 sont en réalité vulnérables à un choc (économique, sanitaire, écologique).

Commerce extérieur: *Entre 2005 et 2009, la part du Sénégal dans les exportations mondiales de marchandises et de services n'a cessé de baisser, passant de 0,018 % à 0,016 %.*

Le mouvement des exportations sénégalaises, composées majoritairement de produits pétroliers, d'acide phosphorique, de produits de la filière pêche, et de ciment a enregistré une baisse de 4,8 % en 2009 avec la poussée vers le bas des engrais.

Les exportations sénégalaises sont en outre très peu diversifiées en termes de produits : sur 89 familles de produits vendus à l'étranger par le Sénégal, 12,4 % des produits génèrent 80,3 % des recettes tirées des exportations.

En 2008, les exportations vers l'Afrique sont concentrées à plus de 70,0 % autour des produits pétroliers, des matériaux de construction (ciment, fer et acier). L'Afrique représente 48,8 % des exportations totales du Sénégal. Le Mali reste le premier client du Sénégal dans la région avec 53,7 % des exportations sénégalaises en Afrique de l'Ouest.

Aucune des principales exportations du Sénégal n'apparaît comme faisant partie des exportations les plus compétitives.

Le Sénégal a ratifié la plupart des conventions internationales de l'OIT et en assure la promotion, y compris les recommandations adoptées par cette organisation, la plus ancienne du Système des Nations-Unies, car créée en 1919 et considérée comme "la conscience sociale du monde". Elle assume autour de quatre objectifs stratégiques :

- Réalisation des principes et des droits fondamentaux au travail,
- Accroissement des possibilités pour les hommes et les femmes de s'assurer un emploi et des revenus décents,
- Augmentation de l'étendue et de l'efficacité de la protection sociale,
- Renforcement du tripartisme et du dialogue social

Pour ce faire, on citera quelques conventions (C.122, C142, C.144, C.87, C.97; C98; C.143, et C.117) et thèmes centraux EMPLOI, DRH, SS, SST, VIH/SIDA, Liberté syndicale, Organisation et Négociation collective

A travers les outils que sont la Consultation, la Négociation, l'Information, la Formation, le Conseil, Règlement des conflits, à divers niveaux: Entreprise, Branche, Secteur, Pays, Sous - région, Région et International

La Crise économique et financière mondiale a amené l'OIT et ses mandants à prendre, en concertation avec les agences du Système des Nations Unies, les dirigeants du G20, les communautés et banques régionales et sous-régionales, des initiatives internationales majeures, couronnées par l'adoption :

- en juin 2009, d'un document consensuel, intitulé: « Surmonter la Crise : un Pacte mondial pour l'Emploi - Une riposte à la Crise fondée sur le travail décent : « la crise économique mondiale et ses conséquences signifient que le monde est confronté à la perspective d'une augmentation prolongée du chômage et d'une aggravation de la pauvreté et des inégalités »,

- de la Plateforme d'action du Caire pour le développement de l'entepreneuriat féminin, en Afrique, adoptée en octobre 2009,
- d'une Feuille de route pour la mise en ouvre du Pacte mondial pour l'Emploi, en décembre 2009, à Ouagadougou,
- de la Déclaration tripartite de Yaoundé, sur la mise en oeuvre du Socle de protection sociale, en octobre 2010.

  Le Sénégal, a été partie prenante de toutes ces initiatives. Il faut, toutefois, déplorer l'émiettement des organisations d'employeurs et surtout de travailleurs (la délégation sénégalaise à la Conférence de l'OIT a été à un moment donné 2ème en nombre derrière la Chine), source de surenchère et de tensions au niveau du climat social. S'y ajoute le mauvais fonctionnement d'organes tripartites et le retard dans la prise de texte réglementaire pour harmoniser la législation en matière de sécurité et santé au travail.

En 2011, la consommation finale a baissé de 1,6% contre une hausse 2,4% l'année précédente soit une perte de 4 points de pourcentage induite par la contraction de la consommation privée.
Concernant la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), elle s'est légèrement redressée en 2011 avec un taux de croissance estimé à 2,2% après une hausse de 1,5% en 2010, sous l'effet de la FBCF privée.

Au total, la demande intérieure a progressé de 3% en 2011 contre une hausse de 1,3% en 2010. Quant à la demande extérieure, elle est marquée par une baisse en termes réels des exportations et des importations respectivement de 4,3% de 0,9%.

En 2011, l'inflation mesurée par le déflateur du PIB ressortirait à 4,3% contre de 1,4% en 2010.
En 2012, la croissance de l'économie sénégalaise est attendue à 3,8% contre 2,6% en 2011.

Le déficit du solde de base, est pour sa part, chiffré à 318,1 milliards (4,7% du PIB) contre 191,9 milliards (3% du PIB) en 2010.

En 2011, les recettes budgétaires hors FSE sont ressorties à 1336,4 milliards contre 1236,5 milliards en 2010, soit une augmentation de 99,9 milliards (+8,1%) imputable aussi bien aux recettes fiscales qu'à celles non fiscales. En effet, les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 92,2 milliards (+7,7%) pour atteindre 1286,9 milliards en 2011 contre 1194,7 milliards en 2010.
Les recouvrements au cordon douanier se sont établis à 451,8 milliards contre 422,2 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 29,6 milliards (+7%).

Les dépenses totales et prêts nets sont chiffrés à 1973,4 milliards en 2011 contre 1728,8 milliards en 2010, soit une augmentation de 244,6 milliards (14,1%), imputable essentiellement aux dépenses courantes et aux dépenses d'investissement sur ressources internes.

En effet, les dépenses courantes sont ressorties globalement à 1192,6 milliards en 2011 contre 995,2 milliards l'année précédente, soit une hausse de 197,3 milliards (19,8%) sous l'impulsion des dépenses de fonctionnement (autres dépenses courantes), des charges d'intérêt sur la dette publique et des dépenses de personnel (salaires et traitements).
En 2011, le financement net du déficit budgétaire a été assuré à hauteur de 423,1 milliards par le financement extérieur et de 22,1 milliards par le financement intérieur.

Ce financement extérieur est obtenu à l'aide de tirages sur les prêts, de recours au marché financier et d'emprunt non concessionnel (Eurobond).

DEFIS :

Les contraintes stratégiques que constituent les chocs endogènes exogènes de divers ordres et qui pèsent sur l'économie sénégalaise peuvent être résumés ainsi qu'il suit :

- la crise énergétique ;
- la crise alimentaire et le maintien d'un niveau d'inflation faible ;
- la disponibilité et le coût du crédit pour financer les besoins en investissement
- les déficits budgétaire et commercial ;
- la bonne gouvernance économique ;
- les niveaux élevés de chômage, de sous-emploi et de pauvreté ;
- les infrastructures ;
- la faible compétitivité des produits sénégalais liée notamment à la faible qualité et au coût élevé des facteurs de production, l'appréciation du FCFA par rapport aux autres monnaies, l'insuffisance de la qualité de conditionnement et des emballages contenant les produits,les problèmes de normalisation des produits, l'insuffisance des infrastructures et l'insuffisance des unités de transformation modernes ;
- l'insuffisance de la politique d'encadrement du secteur privé ;
- l'équation du financement des opérateurs économiques et des entreprises ;
- l'insuffisance quantitative et qualitative de l'offre exportable ;
- les difficultés d'accès aux marchés extérieurs ;
- la faible capacité dans la mise en œuvre des outils de protection : actuellement, le Sénégal applique le Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'UEMOA en attendant que le TEC de la CEDEAO se mette en place dans le cadre de la politique commerciale commune ;
- la faiblesse des moyens du Comité National des Négociations Commerciales Internationales ;
- l'insuffisance en nombre des agents de contrôle et des capacités d'analyse de la qualité de certains produits ;
- l'évasion des produits subventionnés vers les pays limitrophes ;
- les entraves au libre jeu de la concurrence : il s'agit de situations de quasi monopole ;
- l'insuffisance des instruments de régulation ;
- la vulnérabilité de la croissance par rapport à l'environnement ;
- la vulnérabilité des ressources en eau ;
- la vulnérabilité des zones côtières ;
- la vulnérabilité Agricole ;
- la qualité de l'environnement des affaires *;*
- la modernisation de l'État ;
- la productivité ;
- l'assainissement macroéconomique et l'amélioration du cadre institutionnel en vue de favoriser l'investissement ;
- la mise en place de pôles de développement ;
- la couverture des besoins de base et de sécurité ainsi que la mise en place et l'entretien des infrastructures ;
- le renforcement des capacités, notamment dans les domaines de la science et de la technologie pour le développement industriel et, l'efficacité et la compétitivité de la production ;

- la poursuite des efforts pour promouvoir le développement humain et répondre plus efficacement aux exigences de la demande sociale ;
- le renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance, pour asseoir les conditions d'un développement durable ;
- l'aménagement du territoire axé sur la promotion du monde rural, le développement rationnel de l'espace urbain, la disponibilité des pistes de production, la protection de l'environnement et sa préservation ;
- Le renforcement de la coopération internationale et de l'intégration sous régionale ;

PERSPECTIVES

« La stratégie consiste en 1% de formulation et 99% de mise en œuvre », Thomas EDISON. La situation nouvelle qui intervient dans un contexte sous-régional et international marquée par des ruptures de l'ordre institutionnel et la difficulté à organiser, à intervalles réguliers, des élections libres et transparentes. Cette situation inédite devrait :

- permettre au Sénégal, de renforcer son leadership en matière de prévention et de gestion des conflits d'une part, et d'animation des institutions communautaire sous-régional (OMVS, UEMOA) d'autre part.
- favoriser la construction d'un consensus sinon national du moins le plus large possible autour de l'impératif délibératif, de solidarité, de paix, de consolidation et d'élargissement du dialogue social, de construction d'une vision stratégique commune. Dans l'optique de la définition concertée, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques et programmes tant nationaux que locaux.
- Dégager un ordre de priorité pour la définition et la mise en œuvre séquentielle des politiques et programmes.
- Renforcer le rôle du secteur privé dans la création de richesses, de revenus et d'emplois décents grâce à une meilleure stratégie d'appuis à la création et au développement d'entreprises, petites, moyennes et grandes.
- Développer le partenariat public/privé.
- Inverser le modèle de consommation domestique fortement extraverti grâce notamment, à des meilleurs gains de productivité dans l'agriculture, l'agro-industrie, l'élevage, etc.
- Consolider les programmes de mise à niveau des entreprises.
- Asseoir une stratégie durable de relance de l'économie autour des grappes de croissance identifiées dans la SCA (tourisme, NTIC, confection habillements, etc.).
- Renforcer la coopération avec les partenaires traditionnels, mais aussi, avec les **Bric** et autres pays émergents.
- Améliorer le fonctionnement des organes tripartites (IPRES, CSS, CNCTSS, etc.).
- Améliorer le développement des ressources humaines grâce à l'approche par compétence, la formation par alternance, l'approche LMD, la validation des acquis.
- Développer l'esprit d'entreprise notamment au niveau des femmes et des jeunes.
- Assurer une meilleure orientation et utilisation des ressources générées par les migrations internationales.
- Elargir le socle de protection sociale.
- Améliorer le climat des affaires et renforcer l'attractivité de l'économie aux flux d'investissements domestiques et aux IDE.
- Assurer un meilleur ancrage de l'approche RSE notamment, au niveau des territoirs à fort niveau de pauvreté.
- Elargir les projets de co-développement au profit des zones d'émigration.

CONCLUSION

Il nous faut instaurer une sorte de fédéralisme solidaire partant du bas vers le sommet, pour réformer les relations entre les différents chaînons de l'Etat, et renforcer, subséquemment, la démocratie participative dont l'un des leviers majeurs est le dialogue social. Le Sénégal doit installer un système de veille stratégique basé sur la vision commune et l'éthique de responsabilités partagées, l'anticipation, l'ajustement, les compétences et l'évaluation.

« Si nous n'apprenons pas à travailler et à vivre ensemble, nous serons atomisés séparément », dit Einstein (1879-1958), physicien américano-allemand.

Babacar Diop Buuba
Professeur UCAD, ancien ombudsman

Contribution

Je voudrai tout d'abord saluer, suivant l'ordre protocolaire,
Monsieur Serigne MBaye THIAM, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, porte parole du gouvernement ;
Son excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Allemagne, Christian CLAGES ;
Madame Andrea KOLB, Représentante Résidente de la Fondation Konrad Adenauer et toute son équipe qui m'associe régulièrement à la réflexion, aux activités de la Fondation ;
Je suis heureux de retrouver notre collègue Ibrahima Beye du BIT, ancien de l'Association des Etudiants Sénégalais en France (AESF) ;
Mes collègues et complices les professeurs Penda MBOW et Ismaïla Madior FALL ;
Je salue tous les collègues, amis, nos chers étudiants, les professionnels de la communication.

Mon rôle est simple, il s'agit de donner la parole aux panélistes et à l'assistance.

Il est aussi complexe, car il faut saisir les articulations pour une véritable plate forme d'échanges autour de la bonne gouvernance : politique économique, sociale, judiciaire. Il s'agit de bonne gouvernance publique et privée. Des autorités et experts ont été choisis pour introduire les débats. Nous leur donnons la parole, et après leurs interventions, ce sera aux autres participants de poser des questions, s'ils veulent exprimer leurs convergences et/ou divergences.

L'exercice est complexe : il s'agit d'informer sur des actes (premières mesures du gouvernement), sur des défis signalés ou constatés et sur des perspectives tracées ou annoncées.

Ce Forum intervient après la présidentielle et avant les législatives, donc avant que la Premier Ministre ne présente la politique générale du gouvernement de 2012 à 2017. Ce sera fait sûrement après les législatives. Les dernières consultations permettront elles de dégager une nouvelle majorité parlementaire, proche du pouvoir exécutif ou différente et opposée, ce qui nous conduira à une cohabitation à la sénégalaise ?

Bref dans les termes de référence on a évoqué de nouveaux paradigmes, du nouveau contexte, de recomposition éventuelle de la représentation parlementaire et sénatoriale peut-être.
Le souhait est formulé, qu'il y ait arrimage de compétences affirmées de femmes et d'hommes devant accompagner et contrôler les politiques, programmes, lois et règlements que le gouvernement est appelé à mettre en œuvre.

Est-il possible d'avoir une vision stratégique connue et une éthique de responsabilités partagées ? C'est le souhait des organisations. C'est l'idéal et cela assure des lendemains meilleurs et certains. A défaut il est possible de pousser

- le gouvernement a préparé une réponse structurée à sa gouvernance politique ;
- les acteurs économiques à nous édifier sur les voies et moyens pour contribuer à une croissance équilibrée et durable en relation avec l'Etat et le monde du travail.

- les acteurs sociaux à formuler leurs demandes et indiquer leurs contributions pour une amélioration de la situation ;
- les experts, les analystes, les médias à partager leurs observations, leurs critiques (positives ou négatives).

Ainsi les acquis du système politique sénégalais seront mieux valorisés, les défis relevés et les perspectives mieux tracés pour un renforcement de la démocratie et un développement économique, social, culturel qui assure sécurité et épanouissement aux communautés et aux individus.

Le modérateur, Babacar Diop Buuba
Professeur à la Faculté des Lettres et
Sciences Humaines de l'UCAD

Babacar Diop Buuba
Modérateur

Synthèse des échanges

Le forum s'est déroulé en 3 étapes

◈**La première** consacrée à l'ouverture a permis de noter les interventions
- de Madame Andréa Kolb, Représentante Résidente de la Fondation Konrad Adenauer qui a souhaité la bienvenue aux participants ;
- du Secrétaire général adjoint de la Fondation, Docteur Gerhard Wahlers qui a présenté la Fondation ;
- de son excellence l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne, M. Christian Clages, qui a montré les bonnes dispositions de son gouvernement en direction des autorités sénégalaises ;
- de M. Serigne MBaye THIAM, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique du Sénégal, porte parole du gouvernement, représentant son excellence le Président de la République M. Macky Sall. Il a salué la pertinence du thème et campé le contexte ; il a exprimé la détermination du nouveau gouvernement à avancer dans la bonne gouvernance.

◈ **La 2ème étape** fut consacrée à la présentation et aux discussions sur les questions politiques. Le Ministre Serigne Mbaye Thiam a présenté une communication sur la vision et la pratique.
Le Professeur Ismaila Madior Fall de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'UCAD a présenté une communication sur les défis institutionnels et de la justice. Les interventions des participants ont permis de revenir sur les exigences de la vie en société, sur la démocratie et la place de l'économie, de l'administration, de l'information, de la communication et de l'éducation. Les attentes, les joies, les drames des révolutions des alternances ont été rappelés et analysés.

◈**La 3ème étape** fut consacrée aux communications de M. Pape Ibrahima Bèye, économiste, expert du Bureau International du Travail (BIT), *sur les défis et perspectives de la demande sociale* et de Mme Penda MBow de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'UCAD, présidente du Mouvement Citoyen, *sur les défis et perspectives de la demande sociale*.

Les échanges ont permis de rappeler les acquis du combat social au Sénégal, de relever les défis énormes aux plans économique, éducatif, environnemental, sanitaire etc. des recommandations ont été formulées pour des actions planifiées et coordonnées.

L'insistance a été faite sur la nécessité d'une révolution mentale et les rénovations en matière d'infrastructures et d'équipements. La culture de l'anticipation et de l'évaluation doit être développée. Le dialogue social doit être amélioré et renforcé.

Dans la conclusion générale on a relevé

- les acquis importants du Sénégal en matière de gouvernance politique, démocratique et républicaine et en matière de luttes sociales ;

- les défis importants à relever en matière de développement économique, de justice sociale, de transparence dans la gestion des biens publics ;
- les améliorations à apporter aux plans
    - institutionnel pour plus d'efficacité, de participation populaire et de responsabilisation citoyenne ;
    - judiciaire pour plus d'autonomie et d'efficacité ;
    - dialogue social.

Il a été recommandé de tenir compte du contexte sous régional (Afrique de l'Ouest), régional (Afrique) et international, d'apprendre des bons exemples, de saisir les opportunités et d'éviter les impasses et aventures.
Le Sénégal actuel doit être pris comme un bâtiment à réparer, à rénover, à réaménager dixit une des participantes (Joséphine Ndione de Thiès).

Le modérateur, Babacar Diop Buuba
Professeur à la Faculté des Lettres et
Sciences Humaines de l'UCAD

Christian Nicolas Tendeng
Etudiant et Boursier de la Fondation Konrad Adenauer

Rapport

La FKA, dans le cadre de la première visite au Sénégal de son Secrétaire Général (SG) le Docteur Gerhard WAHLERS, a organisé un forum pour débattre des évolutions récentes notées dans la scène politique sénégalaise après l'élection présidentielle de 2012. Ledit forum a porté sur le thème ***« Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives : défis et perspectives »***

Après la mise en place des invités, madame Andrea KOLB, Représentante Résidente de la FKA à Dakar, a ouvert le bal des allocutions. Elle a souhaité la bienvenue aux hôtes du jour de la FKA qui ont bien voulu honorer de leur présence l'invitation de la fondation. Puis c'est au tour du SG de la FKA-Berlin, le Dr WAHLERS, de prononcer des mots à l'endroit de l'assistance et c'est pour dire toute sa joie d'être au Sénégal et l'intérêt qu'il accordait à sa visite dans notre pays. En magnifiant la coopération sénégalo-allemande, le Dr WAHLERS s'est particulièrement réjoui, pour s'en féliciter, de l'excellente coopération qu'entretient la FKA avec des structures étatiques et ses partenaires sénégalais. Il est rejoint en cela par monsieur Christian CLAGES, Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Sénégal et le Professeur Serigne Mbaye THIAM, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, porte parole du gouvernement, qui représentait à ce forum son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal. Ils ont tous deux salué la coopération entre le Sénégal et l'Allemagne qui touche divers domaines de l'économie sénégalaise avant de féliciter la FKA qui est une preuve réelle, parmi tant d'autres, de cette coopération sénégalo-allemande.

Une fois finis les discours de bienvenue, les félicitations et remerciements, place maintenant au forum proprement dit. La modération est assurée par le Professeur Babacar DIOP dit Bouba et le débat peut maintenant être lancé. C'est ainsi que se sont succédés :

- le Pr Serigne Mbaye THIAM, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, porte parole du gouvernement,
- le Pr Ismaïla Madior FALL, professeur à la faculté des sciences politiques et juridiques de l'UCAD,
- M. Youssoufa WADE, Président du comité du dialogue social,
- Le Pr Penda MBOW, professeur à la faculté des lettres et sciences humaines de l'UCAD.

Ces éminentes personnalités non moins spécialistes notoires dans leurs domaines respectifs ont abordé avec brio, chacun pour ce qui le concernait, les aspects suivants du thème :

- Vision et pratique du gouvernement,
- Défis institutionnels et de la justice,
- Défis et perspectives économiques et du dialogue social,
- Défis et perspectives de la demande sociale.

Les exposés étaient très instructifs. Il s'en est suivi un débat très intéressant entre les animateurs du forum et l'auguste assemblée qui avait pris bonne note des différentes interventions.

Le forum a pris fin vers les environs de 13h par un déjeuner offert par la FKA à ses hôtes.

Christian Nicolas Tendeng
Etudiant en Informatique de Gestion à l'UCAO – Saint Michel

Je peux affirmer en définitive, sans risquer de me fourvoyer, que ce forum a été un succès compte tenu de l'organisation, de son bon déroulement, et de la qualité des débats. En effet, les intervenants ont gratifiés à l'assistance, particulièrement à nous autres jeunes étudiants en quête de savoir, de brillants exposés et les débats étaient de très haute facture. Personnellement ce forum m'a permis de mieux appréhender les récentes mutations constatées dans la scène politique sénégalaise.
Chapeau à notre chère fondation Konrad ADENAUER !

Casimir Tendeng
Etudiant et Boursier de la Fondation Konrad Adenauer

Rapport

Le 30 Mai 2012 s'est tenue à la Fondation un Forum sur : ***Le Sénégal entre la Présidentielle et les législatives 2012 : Défis et Perspectives***
La cérémonie d'ouverture du Forum s'est déroulée en début de matinée sous la présidence de Madame Andréa Kholb, Représentante Résidente de la Fondation Konrad Adenauer qui a d'abord souhaitée la bienvenue à tous les participants. Ensuite de Monsieur Gerhard WAHLERS, Secrétaire Général Adjoint de la Fondation Konrad Adenauer Stiftung Berlin qui à son tour a adressé ses vives remerciements à tous les représentants et communicateurs. Monsieur WAHLERS dans son allocution a fait un bref rappel historique de la Fondation Konrad Adenauer à travers ses idéaux et ses objectifs.
Il a parlé aussi du compagnonnage entre la Fondation et le Sénégal qui a duré depuis plus de quatre décennies. Il a profité de l'occasion pour féliciter le peuple sénégalais par rapport à sa démocratie, en faisant allusion à la deuxième alternance du 25 Mars 2012 qui pour lui est porteuse d'espoir après celle de 2000, de Monsieur Christian CLAGES, Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne qui à l'instar de ses prédécesseurs a adresse ses remerciements à toute l'assistance. Monsieur CLAGES est resté persuadé que les législatives allaient confirmer la démocratie au Sénégal. Enfin de M. Sérigne Mbaye Thiam Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, porte parole du Gouvernement, Représentant du Président de la République. Après avoir remercié tous les participants, M. Thiam a salué la belle initiative de la Fondation Konrad Adenauer qu'il considère comme un questionnement qui vient à point nommé. En effet, selon M. Thiam ce Forum est une stimulation de la discussion entre les acteurs évoluant dans les sphères publiques et privées en se sens que, depuis le 25 Mars 2012 le Sénégal a franchit une nouvelle étape dans la consolidation de la démocratie. C'est ainsi que le Forum a été déclaré ouvert avec comme Modérateur M. Babacar DIOP Buuba.
Abordant le premier point : ***Vision et Pratique du Gouvernement***, le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, porte parole du Gouvernement, Représentant du Président de la République M. Sérigne Mbaye THIAM a réitéré ses félicitations par rapport à la pertinence et l'actualité du thème qui ne souffre d'aucune discussion. Il s'est aussi réjouit de l'occasion qui lui est offerte en tant qu'homme politique. Dans son allocution, M. THIAM évoqué le problème de l'insuffisance et de l'indisponibilité de l'information financière et sociale qui constitue une réalité handicapante. Il a également parlé du désastre des finances publiques, du train de vie sans commune mesure des anciens dignitaires du régime de Maitre Abdoulaye Wade avec les ressources de l'Etat. Selon M. THIAM l'urgence est de faire face aux attitudes sociales confortables des Sénégalais qui sont des freins au développement. Ainsi, face à cette situation un ajustement et une priorisation des besoins s'impose. Se sont entre autres les raisons qui ont poussées l'Etat à donner des réponses hardies : baisse des denrées de première nécessité, baisse du train de vie de l'Etat, lutte contre l'accaparement des biens publics...
Toutefois, l'ambition n'est pas seulement de gérer des urgences de court et moins terme, mais d'établir une politique de développement durable. C'est ainsi, que la relance des activités sylvo agro pastorales tout avec un accès facile aux ressources (eau, terre..), l'Education, la Formation et la Recherche sont les priorités de l'actuel gouvernement. M. THIAM a tenue a rassuré l'assistance en disant que la situation actuelle oblige

l'Etat à gouverner selon les principes de bonne gouvernance et de l'Etat de droit qui sont :

1. **L'Ethique** : qui doit être au cœur du pacte Républicain,
2. **La Transparence** avec un service public de qualité,
3. **Une concertation et une participation citoyenne**,
4. **Une sobriété et une humilité** pour la promotion des valeurs,
5. **Une efficacité** pour la satisfaction des besoins des populations.

A la suite des propos de M. THIAM, Monsieur Ismaila Madior FALL, Professeur de droit à l'UCAD a abordé le deuxième point qui portait sur ***les Défis institutionnels et de la justice***.

M.FALL comme ses prédécesseurs a adressé ses remerciements à l'endroit de ses pairs enseignants : Mme Penda Mbow, M. Babacar DIOP..., aussi à la Fondation Konrad Adenauer d'avoir provoquée le débat sur la question qui intéresse tous les sénégalais. Selon M. FALL, le problème réside dans la nature même de la démocratie représentative qui fait que beaucoup de gens attendent après les législatives. Et cette question est récurrente dans l'histoire politique du Sénégal. Toujours d'après M. FALL, cette question n'a jamais été visiblement résolue peut être qu'il n'y avait pas une réelle volonté, où elle est débattue à travers des assouvissements personnels. Ce qui fait qu'aujourd'hui, elle nous amène à nous poser trois(3) questions à savoir :

1. Est-ce que le Sénégal a besoin d'une réforme institutionnelle ?

La réponse à cette question est Non d'après M.FALL parce que nous avons ce qu'on appelle la durabilité institutionnelle. En d'autres termes la capacité du pays à régler la continuité constitutionnelle et politique avec le droit. En témoigne les Alternances 2000 et 2012 qui font que le Sénégal est considéré comme un model en matière de démocratie. A cela s'ajoute sa justice aux textes solides, avec des ressources humaines et des infrastructures de qualité.

Par ailleurs, on peut dire que le pays aurait besoin de réforme. La multiplicité des partis politiques et les Assises Nationales en sont une parfaite illustration. Aussi du fait que tout le monde convient que le Président à trop de pouvoir et que le Parlement n'est pas le pouvoir.

2. Le système est il réformable ?

D'après M. FALL toujours la réponse à cette question est Non dans la mesure où, il n'y a pas une coalition des acteurs. En plus le contenu du changement n'est pas clairement définit. A cela s'ajoute le conservatisme Sénégalais appelé en wolof « maslah », aussi du manque d'exigence, d'évaluation des réformes. Au total, on peut dire que les acteurs sont défavorables. Néanmoins la réponse à cette question peut être oui dans la mesure où, il y a de nouvelles revendications : la société civile, les paris politiques...

3. De quelle réforme ? en profondeur ou en surface

Pour M. FALL, on peut opérer une réforme de surface par rapport à la demande sociale. C'est sur termes que le débat fut ouvert est les contributions des invités ont tournés autour de la problématique de l'accès à l'information qui est dû à l'absence de dispositif administratif et scientifique, de la mauvaise communication du gouvernement par rapport à la baisse de prix des denrées de premières nécessités, de la non implication de tous les acteurs dans cette baisse selon le Représentant de l'Association des consommateurs M.DIENG. Ce dernier a ainsi invité l'Etat à combler le fossé qu'il y a entre le discours et la réalité sur le terrain pour être en phase avec le consommateur. Par rapport à la démocratie, il a été noté qu'elle a toujours existé au Sénégal. En témoigne le système du vote depuis plus de 200 ans dans les monarchies du Djolof. Pour les intervenants, le problème général réside dans la construction d'un nouveau type de Sénégalais qui nécessite un changement de mentalités à travers une démarche participative avec l'apport du gouvernement comme chef d'orchestre. Il a été souligné que le problème des réformes résident

dans le fait que les institutions n'ont jamais jouées leurs rôles, parce qu'on a toujours voulu accompagné un gouvernement.
Par rapport à la question du Sénat, on peut retenir que cette deuxième chambre est d'une grande utilité. Cependant, son rôle, sa configuration peuvent porter à discussion. Le Professeur FALL a ainsi invité tous les acteurs politiques à une réflexion profonde sur le pourquoi on a jamais eu de parlement ? Ce qui nécessite donc de revoir la manière d'investir les députés.
Abordant le troisième point : ***Défis et perspectives de la demande sociale***, Mme Penda MBOW de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'UCAD, et du Mouvement Citoyen a axé son intervention autour de la phase de négociation par rapport à l'application des conclusions des Assises Nationales, de la réflexion de la demande sociale qui par de ces Assises. En témoigne la **section 6 : gouvernance sociale.**
Selon Mme MBOW, il y a un sentiment d'insatisfaction des populations du fait, de la faible prise en charge de la demande sociale. La question du chômage endémique, la cherté des denrées, les pénuries sélectives d'eau, le carburant, l'électricité, la problématique de l'eau potable dans la zone de Kiréne, les perturbations cycliques des demandes d'éducation et de santé..ont amené Mme MBOW à poser la question suivante : comment faire pour régler les urgences ?
Parmi les problèmes liés à la demande sociale, il y a ceux liés au transport. Et l'exemple des étudiants qui quittent la banlieue pour rallier l'université en est le plus pertinent. Il s'y ajoute la dégradation du cadre de vie dans les villes ainsi que les campagnes. Ex : Pikine avec l'insalubrité, l'inondation...
La question de la mendicité au cœur de notre ville n'est pas en reste.
D'après Mme MBOW, l'éducation est la question fondamentale. En effet, entre 2000 et 2012, il on n'a noté une multiplication des structures éducatives. Cependant, la qualité de l'enseignement laisse à désirer. Ainsi, aux dires de Mme MBOW le problème réside dans la multiplicité des systèmes que le Sénégal explore. Ce qui lui a poussé à poser la question quel type de modèle veut le Sénégal ?
En ce qui concerne le secteur de la santé, Mme MBOW a déploré la faiblesse de la couverture médicale. En guise de conclusion, elle a dégagée quelques perspectives. Il s'agit : de la prise de conscience de la société, de la valorisation des ressources locales, d'un questionnement sur nos modes de vie, d'une mobilisation de ressources pour investir dans des secteurs producteurs...
Après Mme MBOW, M. Pape Ibrahima BEYE, Economiste au bureau régional du BIT/ILO a développé le dernier point : ***Défis et perspectives économiques et du dialogue social :***
Dans sa communication, M. BEYE a mis l'accent sur la réforme des mentalités. Ce qui entraine une remise en cause de notre vision stratégique. Ex du citoyen lambda : « Mbéduu Buur », « alaluu Buur » qui est une sorte d'asymétrie. Il a également évoqué le problème de la relation au travail en faisant une comparaison entre une entreprise française à celle allemande.
Pour lui, il faut revenir à un certain nombre de valeurs. Et que chacun dans son coin se remet en cause pour aller vers l'action, la vérité. Au cours des débats M. Samba Diouldé THIAM a proposé l'institution de la patrie, de la prédominance de l'intérêt général sur le parti, le développement du dialogue social, d'une structuration de la demande sociale pour en faire un levier de développement. Il a par ailleurs appelé les participants à se focaliser sur ce que nous avons à faire ensemble. Les contributions ont également tournées autour du concept **NTS** que l'on doit décliner dans toutes les couches de la société Sénégalaise, du rôle du service public de l'audiovisuel qui doit beaucoup plus œuvrer pour la formation et l'éducation citoyen, de la concertation, de l'écoute et de la patience.
Ainsi, sous la présidence des autorités universitaires et de l'ensemble des participants, le Professeur Babacar DIOP Buuba a conclut la journée par une synthèse des travaux, en

relevant plus spécifiquement les quelques recommandations des communications débats et contributions qui sont : l'insistance sur l'élévation d'esprit, l'examen des requêtes, l'instauration d'un climat de participation et de dialogue permanent, la saisie des opportunités et la prise de conscience des risques et les réponses qu'il conviendrait d'apporter. Il a enfin remercié tous les participants plus particulièrement la Fondation Konrad Adenauer qui a largement contribuée au succès du Forum.

Pépé Guilavogui
Etudiant et Boursier de la Fondation Konrad Adenauer

Rapport

"Après la pluie le beau temps!", dit-on. Peut-on aussi dire qu'après une une élection transparente, libre et apaisée qui a entrainé une deuxième alternance politique au Sénégal, -bien que la campagne ait été mouvementée avec des blessés, des dégâts matériels et des pertes en vies humaines "isolées" - le temps est au bilan et à la réflexion. Histoire de tirer les leçons et de dégager les perspectives pour les prochaines échéances électorales au Sénégal (les législatives sont prévues le 1er juillet 2012) ou encore pour la consolidation des acquis démocratiques qui ont été bafoués sous le régime du président sortant, Me Abdoulaye Wade. C'est à cet exercice que s'est livrée la Fondation allemande Konrad Adenauer au Sénégal, en organisant ce mercredi 30 mai 2012 dans ses locaux, sise à Mermoz, un forum intitulé : Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives : Défis et perspectives.

Ce forum vient à son heure. Le contexte politique, économique, judiciaire... actuel s'y prête : vu les violences qui ont prévalu avant et pendant la campagne électorale, la crise qui sévit actuellement dans le pays et la volonté du nouveau pouvoir d' "assainir" les finances publiques suite au soupçon de gabegie et de mal gouvernance qui ont caractérisé l'ancien régime libéral. Ce qui signifie que les nouvelles autorités politiques sont confrontées à d'énormes défis (politique, économique, social, éducatif, institutionnel...) et cela nécessite absolument des réformes tous azimuts et des changements positifs afin de redonner espoir aux citoyens sénégalais "désabusés" et également, redorer l'image du Sénégal à l'international. C'est dans ce cadre s'inscrit ce forum qui "*est destiné à faire échanger les acteurs de cette deuxième alternance politique qui a eu au Sénégal pour parler des défis et des perspectives pour le nouveau gouvernement, la société civile, et tous les secteurs de la société...*" nous confie Mme Ute Bocandé, Représentante adjointe de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal.

Le Forum a connu la présence de plusieurs personnalités, en l'occurrence M. Serigne Mbaye Thiam, ministre sénégalais de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, porte-parole du gouvernement, M. Christian Clages, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Sénégal, Dr Gerhard Wahlers, secrétaire général adjoint de la Konrad Adenauer Stiftung Berlin, pour ne citer que ceux-là. Organisé sous la présidence de SEM Macky Sall Chef d'État du Sénégal, le panel à abordé des thématiques qui vont de la "vision et pratique du gouvernement (sénégalais : **NDLR**)" aux "défis et perspectives de la demande sociale", en passant par les "défis institutionnels et de la justice" et les "défis et perspectives économiques et du dialogue social". Des communications qui ont été suivies de débats dont Mme Ute Bocandé n'a pas manqué d'apprécier la pertinence. Elle souhaite que " *les perspectives ébauchées au cours du forum soient divulguées et appliquées*".

Il faut le noté, la Fondation Konrad Adenauer, du nom du premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne, est présente au Sénégal depuis 1976. Elle intervient dans la promotion de la démocratie, de la liberté, des droits de l'Homme, et l'état de droit en Allemagne. Une mission qu'elle accomplit parfaitement bien au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique et d'Asie.

Pépé Guilavogui

Gata Doré
Etudiant et Boursier de la Fondation Konrad Adenauer

Christian Clages, Ambassadeur d'Allemagne au Sénégal : « Le Sénégal doit réussir le combat contre l'impunité… »

« Le Sénégal est un modèle démocratique en Afrique. Félicitations au Sénégal d'avoir réussi l'obtention d'une démocratie. C'est la victoire de la démocratie », témoigne Dr Gerhard Wahlers, secrétaire général Adjoint de la Konrad Adenauer Stiftung à Berlin en Allemagne

La Fondation Konrad Adenauer a organisé ce mercredi un forum sur « le Sénégal entre la présidentielle et les Législatives 2012 : Défis et perspectives » à son siège. Au cours de ce forum, le Sénégal a été mis en exergue et félicité pour son modèle démocratique en Afrique. Mais ce pays devrait « réussir le combat contre l'impunité… »

« Le Sénégal est un modèle démocratique en Afrique. Félicitations au Sénégal d'avoir réussi l'obtention d'une démocratie. C'est la victoire de la démocratie », témoigne Dr Gerhard Wahlers, secrétaire général Adjoint de la Konrad Adenauer Stiftung à Berlin en Allemagne.

De son côté, S. E. M. Christian Clages, Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne, a affirmé entre autres que « le Sénégal doit réussir le combat contre l'impunité, et le changement obtenu dans ce pays ne devra pas se limiter seulement à un jeu de partage du gâteau ».

Dr Gerhard a également voulu présenter la Fondation Konrad Adenauer. « La Fondation Konrad Adenauer (FKA) est une fondation politique allemande qui porte le nom du premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne. C'est grâce à sa politique que la démocratie a pu s'ancrer solidement en Allemagne après le 3ème Reich. La FKA a été fondée après la seconde guerre mondiale avec l'objectif de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la liberté et l'état de droit en Allemagne. Elle a commencé ses activités au Sénégal en 1976 », informe Dr Gerhard Wahlers, secrétaire général adjoint de la Konrad Adénauer Stiftung à Berlin en Allemagne.

Gata DORE

Mercredi 30 Mai 2012

Source :
http://www.pressafrik.com

SENEGAL-ALLEMAGNE-POLITIQUE

Christian Clages, ambassadeur d'Allemagne à Dakar

Bonne gouvernance : Christian Clages salue l'engagement du régime

30/05/2012 11:58 GMT

Dakar, 30 mai (APS) - L'ambassadeur d'Allemagne, Christian Clages, a salué, mercredi, l'engagement du nouveau gouvernement sénégalais pour la bonne gestion, la démocratie, l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs et la lutte contre la corruption et le clientélisme.

''Un parlement souverain, une justice indépendante et une société civile vigilante en font partie'', a ajouté le diplomate pour qui, les élections législatives sénégalaises, du 1er juillet prochain, confirmeront que ''l'époque du gouvernement autoritaire est passée''.

Il intervenait lors d'un forum sur le ''Sénégal entre la présidentielle et les législatives : défis et perspectives'', organisé par la Fondation Konrad Adenauer (FKA).

''Les réformes coûtent cher et les caisses sont vident. Un changement de mentalités s'impose pour de multiples raisons'', a relevé l'ambassadeur d'Allemagne.

D'après lui, il y a un énorme besoin de réformes. ''Il faut faire des efforts dans les secteurs centraux du développement du pays, tels que l'énergie, l'éducation et la formation, la santé et le marché du travail pour les jeunes en particulier'', a-t-il déclaré.

C'est aux citoyens et aux citoyennes, de se retrousser les manches, a-t-il indiqué. ''Il ne suffit pas qu'ils soient prêts à affronter ces tâches eux-mêmes, ils ont aussi besoin des conditions générales qui leur permettront de s'y appliquer'', a argumenté Christian Clages.

Cependant, il a reconnu que les résultats ne seront pas rapides et il existe un risque que les espoirs suscités par le nouveau gouvernement soient déçus. ‘’Il y aura d’autres privations. La politique a besoin du courage et de la crédibilité pour faire cela’’, a-t-il signalé.

Toutefois, l’ambassadeur d’Allemagne s’est dit convaincu que les citoyens et citoyennes de ce pays accepteront même des réformes douloureuses et une amélioration lente de leur situation socio-économique.

Pour lui, ‘’le changement de régime au Sénégal, comme ailleurs en Afrique, est un processus normal comme élément constitutif de la liberté et de la démocratie’’.

‘’Il ne faut pas que le transfert du pouvoir aux prochaines législatives devienne si douloureux pour un tel cercle exclusif qu’il place le maintien du pouvoir plus haut que l’intérêt du bien commun.’’

SBS/SAB/DND

SENEGAL-POLITIQUE-SOCIAL

Demande sociale : Penda Mbow interpelle les citoyens pour relever le défi

30/05/2012 18:30 GMT

Dakar, 30 mai (APS) - L'historienne sénégalaise Penda Mbow a plaidé, mercredi à Dakar, en faveur de l'émergence d'un mouvement de citoyens à la base, capable de suivre les doléances des populations, mais aussi les actions des pouvoirs publics.

''Il faudra un mouvement qui vienne de la base, une organisation des citoyens, des populations pour rendre compte du travail de l'Etat pour que nous puissions nous en sortir'', a souligné Mme Mbow, qui est aussi la présidente de l'organisation dite Mouvement citoyen.

Elle présentait une communication sur ''Mouvement citoyen : défis et perspectives de la demande sociale'' à l'occasion d'un forum sur le thème : ''Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives : défis et perspectives''.

''Pour ce faire, il faut rendre modestes le (citoyen) sénégalais et (son) Etat, retourner pour valoriser le consommer local. Ce n'est que sur la base de nos propres ressources que nous pourrons, demain, refaire notre pays'', a dit Mme Mbow.

Farouche opposante de l'ancien président Abdoulaye Wade, dont elle fut brièvement la ministre de la Culture, Mme Mbow a toutefois rappelé le sacrifice attendu, pour redresser la barre.

''Nous devons nous faire violence pour voir ce qui ne vas pas dans notre pays. La famille sénégalaise mérite une réflexion. On ne peut pas, dans une société, ne pas repenser la famille qui est la cellule de base.''

''Quel type de famille voulons nous ? Qu'est-ce que l'on peut, dans nos projections et dans nos planifications, prévoir en rapport avec la famille sénégalaise ?'', s'est questionné le professeur Penda Mbow.

''Si nous ne cherchons pas à poser les vrais débats, nous allons nous retrouver avec des dysfonctionnements que nous ne pouvons plus gérer'', a-t-elle relevé. En exemple, elle a indiqué la situation qui prévaut à l'université et de l'école en général.

Avec la nouvelle alternance, espère Mme Mbow, ''on pourra avoir plus de sérénité par rapport à la chose publique et impliquer les élus à une réflexion plus approfondie, une animation de notre espace public, mais aussi un travail dans les médias pour arriver à cette demande pressante de nouveau type de Sénégalais que nous voulons tous construire et voir émerger''.

Le Sénégal et vit une stabilité continue depuis l'indépendance. Durant la période coloniale, c'était un arrière-pays qui s'étendait du Burkina Faso jusqu'au Tchad. ''Maintenant, les difficultés sont venues

avec l’indépendance.’’

Il y a des choses qui ont été réalisées, mais le pays réel n’a pas véritablement pris en compte. ‘’Nous avons rappelé à partir même des discours des Sénégalais eux-mêmes au moment des Assises nationales, quels sont les véritables défis’’, a indiqué Penda Mbow.

Il s’agit du chômage endémique, de la question de l’école, de la santé, du cadre de vie, de l’environnement, de l’absence d’eau, soit les véritables défis qu’un Etat, à lui tout seul, ne pourra pas résoudre.

SBS/SAB

SENEGAL-POLITIQUE-ELECTIONS

Serigne Mbaye Thiam annonce une ère de consolidation démocratique

30/05/2012 17:17 GMT

Dakar, 30 mai (APS) - Le Sénégal est entré dans une époque de gouvernance en franchissant une nouvelle étape dans la consolidation de la démocratie, a dit, mercredi à Dakar, le porte-parole du gouvernement, Serigne Mbaye Thiam.

''Il est important d'exprimer clairement les visions et perspectives pour donner aux électeurs des orientations'', a déclaré M. Thiam, par ailleurs ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Il s'exprimait au cours d'un forum sur ''Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives : défis et perspectives''. La rencontre a été organisée mercredi, par la Fondation Konrad Adenauer (FKA).

Le contexte nouveau, a-t-il relevé, va trouver son prolongement dans les prochaines législatives, dont l'une des conséquences majeures sera la recomposition de la représentation au Parlement au sein de sa chambre la plus en vue, l'Assemblée nationale.

''Ces élections législatives seront suivies presque, immédiatement des sénatoriales. Ce contexte appelle l'émergence de compétences affirmées d'acteurs qui vont légiférer et contrôler les politiques, programmes et règlements que le gouvernement est appelé à mettre en œuvre.''

M. Thiam a également commenté l'objectif du forum de la FKA, qui est de stimuler la discussion entre les acteurs évoluant dans les sphères gouvernementale, juridique, sociale et pédagogique pour

échanger sur les défis et les perspectives dans les secteurs de la gouvernance, de la justice, de l'économie et de la demande sociale.

''Les critiques constructives et fructueuses aideront à mieux définir encore les défis qui nous attendent et les voies de solutions à mettre en œuvre afin de remplir le contrat entre, d'une part, les nouveaux élus et les gouvernants, et d'autre part, les électeurs'', a ajouté le porte-parole.

SBS/SAB

SENEGAL-POLITIQUE

Ismaïla Madior Fall relève le "manque de suivi" des réformes constitutionnelles

30/05/2012 20:09 GMT

Dakar, 30 mai (APS) - Le professeur Ismaïla Madior Fall a souligné, mercredi au cours d'un forum, le "manque de suivi et d'évaluation" des réformes constitutionnelles et une "absence d'un cadre de référence délibératif et démocratique de mise en place des réformes" au Sénégal.

''Les réformes sont personnelles car définies par les individus. Il y a un manque de suivi et d'exigence d'évaluation de ces réformes'', a dit le professeur Fall au cours de ce forum organisé par la Fondation Konrad Adenauer (FKA) à Dakar.

La manifestation portait sur le thème : ''Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives : défis et perspectives''.

''La question des défis institutionnels n'a été abordée que dans une perspective ou des stratégies d'assouvissement d'ambitions personnelles et de conservation du pouvoir'', a dit le constitutionnaliste.

''En tous les cas, a-t-il insisté, la question n'a visiblement jamais été résolue''. Pour le juriste, au Sénégal, ''il y a les indicateurs de la bonne santé des institutions, mais aussi de la durabilité de celles-ci''.

Il a indiqué, en outre, que le Sénégal serait ''un exemple de continuité politique et institutionnelle remarquable, avant de se demander ''pourquoi donc changer''. ''Y a-t-il meilleure preuve de bonne santé des instituions que l'alternance ?'', s'est-il encore interrogé.

Pour Ismaïla Madior Fall, l'alternance est ''une preuve remarquable que les institutions marchent et qu'il n'y a pas de problèmes''.

''En Afrique, le Sénégal est un modèle de réussite de construction de l'Etat'', a soutenu le constitutionnaliste qui a cité en exemple plusieurs rapports en ce sens.

''Les Occidentaux n'ont pas à nous apprendre la démocratie. Nous avons bien organisé nos élections'', a dit, soulignant ''une justice aux textes intéressants, aux infrastructures existantes, aux ressources humaines et aux décisions relativement au dessus de la moyenne''.

''Pour promouvoir de nouvelles institutions, il faut avoir de nouvelles mentalités, un nouveau sursaut national'', a déclaré le professeur Fall, selon qui, cette question revient encore en 2012 avec cette nouvelle alternance politique.

SBS/AD

SENEGAL-POLITIQUE-GOUVERNANCE

Serigne Mbaye Thiam : ''Un Etat peut avoir du mal à matérialiser sa vision, si ambitieuse soit-elle''

30/05/2012 20:11 GMT

Dakar, 30 mai (APS) - Un Etat peut parfois avoir de la peine à matérialiser sa vision dans un domaine politique, économique ou social, quoique ''ambitieuse'' puisse être cette vision, a signalé mercredi le porte-parole du gouvernement Serigne Mbaye Thiam.

Quoique ''généreuse'' ou ''ambitieuse'', la vision d'un Etat ''dans certains domaines'' peut ''se heurter'' à ''une réalité handicapante'', qui la rend impossible à matérialiser, a laissé entendre M. Thiam, par ailleurs ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

''Cette réalité handicapante'' peut être constituée par exemple des ''effets dramatiques d'une crise qui a trop longtemps perduré et affecté tous les secteurs de la vie nationale'', a expliqué Serigne Mbaye Thiam dans une communication intitulée ''vision et pratique du gouvernement'' et donnée à l'occasion d'un forum organisé par la Fondation Konrad Adenauer (FKA).

Parlant précisément du Sénégal, il a dit que le pays a subi cette réalité qu'il vient de décrire, surtout dans la gestion de ses ''finances publiques, qui ont été éprouvées et malmenées autant par une sécurité insuffisante du Budget que par la qualité de la dépense publique et un train de vie sans commune mesure avec les ressources de l'Etat''.

L'Etat du Sénégal a eu du mal à matérialiser sa vision dans plusieurs secteurs à cause ''des violations des principes de transparence et d'efficience dans l'allocation des ressources publiques'', selon M. Thiam, expert comptable de formation nommé dans le premier gouvernement de l'ère Macky Sall. Il est responsable politique au Parti socialiste (PS), un ancien parti au pouvoir.

M. Thiam a ajouté que ''l'urgence, la multiplicité et la diversité de la demande sociale, qui se caractérise par des attentes pressantes dans beaucoup de secteurs'', peuvent aussi rendre la tâche difficile à un gouvernement. A cela peuvent s'ajouter ''des habitudes sociales'' s'imposant comme ''entraves au développement'' d'un pays, selon lui.

Mais, ''l'évocation de ces dures réalités ne doit nullement signifier un renoncement pour un gouvernement responsable et mis en place pour résoudre des problèmes'', a-t-il souligné.

Un gouvernement, a-t-il ajouté, doit faire ''l'état des lieux'' après sa nomination, afin d''ajuster et prioriser'' son ''action''.

En effet, ''puisque tout est urgent et que l'état des finances publiques et des engagements de l'Etat dérivant du principe de la continuité ne permet pas une prise en charge ici et maintenant de toutes les préoccupations, il est de bonne méthode de prioriser les urgences'', a-t-il encore dit.

’’C’est pour cette raison, a souligné M. Thiam, que dans les premiers moments de son installation, le président de la République (Macky Sall) a décidé de donner des réponses hardies en opérant des économies sur le budget de fonctionnement [de l’Etat], en différant certains projets d’investissement et en prenant des mesures de lutte contre la corruption, entre autres’’.

Pour Serigne Mbaye Thiam, cette démarche du gouvernement est ’’une pédagogie qui doit être inculquée aux gouvernants pour qu’ils sachent que le bien public est sacré et doit être préservé’’.

’’Notre action doit s’inscrire dans la perspective de se passer des soutiens et des subventions pour arriver à l’autosuffisance alimentaire par exemple, pour répondre définitivement à la question récurrente du coût de l’alimentation.’’

’’Notre vision repose sur la relance des activités agro-sylvo-pastorales, en favorisant prioritairement des politiques appropriées d’accès aux ressources que sont l’eau, la terre, les semences, les engrais, les financements et le matériel pour les exploitants agricoles’’, a ajouté le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche.

Selon lui, le nouveau gouvernement a placé l’éducation, la formation et la recherche au cœur de son projet de développement. ’’L’école est un moyen de transmission du savoir et du savoir-faire, mais également elle constitue un espace de construction de la citoyenneté", a-t-il rappelé.

‘’Comme tout nouveau pouvoir, le régime s’installe avec une volonté de [satisfaire] l’immense espérance que l’accession au pouvoir du président Macky Sall a suscitée’’, a-t-il souligné.

Les nouvelles autorités s’installent au pouvoir avec une vision portée par le programme du président Macky Sall et les conclusions des Assises nationales, pour engager les politiques de redressement et de rupture que le pays ne peut ignorer sans risquer de compromettre durablement son développement, a ajouté le porte-parole du gouvernement.

SBS/ESF

SENEGAL-POLITIQUE

Serigne Mbaye Thiam décline les principes d'une bonne gouvernance

30/05/2012 18:44 GMT

Dakar, 30 mai (APS) - Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Serigne Mbaye Thiam, a décliné les cinq principes pour conduire la démarche d'une politique de bonne gouvernance.

''Cinq principes doivent structurer le mandat du gouvernement durant les cinq années'', a dit le ministre, porte-parole du gouvernement qui exposait, mercredi, sur ''Vision et pratique du gouvernement'', lors d'un forum sur ''le Sénégal entre la présidentielle et les législatives : défis et perspectives''. La manifestation est organisée par la Fondation Konrad Adenauer (FKA).

''Il s'agit de l'étique, qui doit être au cœur du pacte républicain en temps que norme structurante de la vie sociale, du fonctionnement des institutions et de l'administration des politiques publiques pour une République exemplaire et des gouvernants exemplaires qui doivent s'évertuer à donner l'exemple'', a explique M. Thiam.

Il a également cité ''la transparence avec l'objectif d'un service public de qualité rendu aux citoyens et usagers suivant les standards les plus élevés en matière de rapport entre gouvernants et citoyens''.

''Le troisième aspect est relatif à la concertation et à la participation citoyenne pour rénover notre démocratie au moyen, d'une dynamique inclusive afin de créer des cadres de mobilisation d'une citoyenneté active et vigilante, comme sentinelle de la bonne gouvernance'', selon lui.

Le quatrième principe touche à la sobriété et de l'humilité pour la promotion de comportement et de valeurs qui réconcilient le citoyen et le politique.

Le cinquième principe est relatif, a-t-il poursuivi, à l'efficacité parce que l'action gouvernementale doit

rechercher à satisfaire les besoins des populations.

‘’Notre défi est de concilier notre vision à la pratique du pouvoir. Nous y arriverons également par la dynamique et la volonté conjuguée de tous les Sénégalais qui sont devenus plus vigilants mais aussi de tous les acteurs qui doivent changer leurs rapports avec les biens publics et les gouvernants’’, a fait savoir le ministre Serigne Mbaye Thiam.

’’C’est ce que l’on appelle la pédagogie du changement qui doit être intériorisé par chacun d’entre nous et être vécu dans nos actes et nos comportements de tous les jours’’, a-t-il soutenu.

SBS/AD

Blog Tamalanews

JEUDI 31 MAI 2012

Forum : Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives : Défis et perspectives

"Après la pluie le beau temps!", dit-on. Peut-on aussi dire qu'après une une élection transparente, libre et apaisée qui a entrainé une deuxième alternance politique au Sénégal, - bien que la campagne ait été mouvementée avec des blessés, des dégâts matériels et des pertes en vies humaines "isolées" - le temps est au bilan et à la réflexion. Histoire de tirer les leçons et de dégager les perspectives pour les prochaines échéances électorales au Sénégal (les législatives sont prévues le 1er juillet 2012) ou encore pour la consolidation des acquis *démocratiques qui ont été bafoués sous le régime du président sortant, Me Abdoulaye* Wade. C'est à cet exercice que s'est livrée la Fondation allemande Konrad Adenauer au Sénégal, en organisant ce mercredi 30 mai 2012 dans ses locaux, sise à Mermoz, un forum intitulé : Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives : Défis et perspectives.

Ce forum vient à son heure. Le contexte politique, économique, judiciaire... actuel s'y prête : vu les violences qui ont prévalu avant et pendant la campagne électorale, la crise qui sévit *actuellement dans le pays et la volonté du nouveau pouvoir d' "assainir" les finances* publiques suite au soupçon de gabegie et de mal gouvernance qui ont caractérisé l'ancien régime libéral. Ce qui signifie que les nouvelles autorités politiques sont confrontées à d'énormes défis (politique, économique, social, éducatif, institutionnel...) et cela nécessite absolument des réformes tous azimuts et des changements positifs afin de redonner espoir aux citoyens sénégalais "désabusés" et également, redorer l'image du Sénégal à l'international. C'est dans ce cadre s'inscrit ce forum qui "*est destiné à faire échanger les acteurs de cette deuxième alternance politique qui a eu au Sénégal pour parler des défis et des perspectives pour le nouveau gouvernement, la société civile, et tous les secteurs de la société...*" nous confie Mme Ute Bocandé, Représentante adjointe de la Fondation Konrad Adenauer au Sénégal.

Le Forum a connu la présence de plusieurs personnalités, en l'occurrence M. Serigne Mbaye Thiam, ministre sénégalais de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, porte-parole du gouvernement, M. Christian Clages, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Sénégal, Dr Gerhard Wahlers, secrétaire général adjoint de la Konrad Adenauer Stiftung Berlin, pour ne citer que ceux-là. Organisé sous la présidence de SEM *Macky Sall Chef d'État du Sénégal, le panel à abordé des thématiques qui vont de la "vision* et pratique du gouvernement (sénégalais : **NDLR**)" aux "défis et perspectives de la demande sociale", en passant par les "défis institutionnels et de la justice" et les "défis et perspectives économiques et du dialogue social". Des communications qui ont été suivies de débats dont Mme Ute Bocandé n'a pas manqué d'apprécier la pertinence. Elle souhaite que " *les perspectives ébauchées au cours du forum soient divulguées et appliquées*".

Il faut le noté, la Fondation Konrad Adenauer, du nom du premier chancelier de la République fédérale d'Allemagne, est présente au Sénégal depuis 1976. Elle intervient dans la promotion de la démocratie, de la liberté, des droits de l'Homme, et l'état de droit en Allemagne. Une mission qu'elle accomplit parfaitement bien au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique et d'Asie.

Pépé Guilavogui

Publié par Pépé Guilavogui à l'adresse 05:14

Enquête 31/5/12

APRÈS LA VISITE D'UNE MISSION DU FMI AU SÉNÉGAL

L'ambassadeur d'Allemagne, Christian Clages a encore mis les pieds dans le plat en annonçant hier, faisant référence aux recommandations du FMI, des mesures douloureuses que le gouvernement sénégalais est condamné à prendre.

Christian Clages annonce des mesures "douloureuses"

Christian Clages et Serigne Mbaye Thiam, hier à la Fondation Konrad Adenauer

AMADOU NDIAYE

Christian Clages s'est encore distingué hier par son franc-parler. L'ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne a demandé au gouvernement du Sénégal de partager avec les populations les mesures "douloureuses" auxquelles elles pourraient faire face dans les jours à venir. Le diplomate en a appelé au "courage" du gouvernement sénégalais qui, selon lui, doit informer l'opinion sur les recommandations de la mission du Fond monétaire international (Fmi) menée au Sénégal du 2 au 15 mai 2012. Dirigée par Hervé Joly, cette mission aurait formulé des recommandations nécessitant des "sacrifices". "Gouverner, c'est aussi avoir le courage de parler à son peuple… J'espère que le peuple sénégalais sera en mesure de faire face à ces mesures douloureuses", a déclaré le diplomate allemand. Qui s'exprimait hier à l'occasion du forum organisé par la Fondation Konrad Adenauer sur le thème : "le Sénégal entre la présidentielle et les législatives. Défis et perspectives".

Sans trop entrer dans les détails, Christian Clages a expliqué que le Sénégal doit faire des efforts dans les secteurs centraux de l'Éducation, de la Santé et de l'Énergie. Les défis sont majeurs dit-il, lui qui évoque les "caisses vides" de l'Etat. Ainsi exhorte-t-il les Sénégalais à "se retrousser les manches et à travailler pour le pays".

Pour rappel, ladite mission du FMI avait fait état de dangers qui guettent l'économie sénégalaise et avait alerté l'opinion. "Faute de mesures correctives, le déficit budgétaire pourrait dépasser 8% du PIB cette année, un niveau clairement insoutenable", avait averti la mission. Des réponses différentes devraient venir à bout de cette situation, selon les membres de la mission qui ont parlé de la nécessité de venir en aide aux victimes de la sécheresse et la révision de la croissance à la baisse justifiant ainsi le réajustement à la hausse de la cible de déficit.

Par rapport aux subventions consenties par l'Etat, le FMI mentionne qu'une grande partie du déficit provient du soutien au prix de l'énergie dont l'électricité et les produits pétroliers. "Il atteindrait le coût très élevé pour les finances publiques de 150 milliards de F Cfa en 2012, c'est-à-dire 2% du PIB". Du coup, la mission a encouragé les autorités à remplacer les subventions par des mesures plus efficaces. Il y a quelques jours, le syndicaliste Mademba Sock avait fait état d'une probable hausse du prix de l'électricité au Sénégal.

"Le recouvrement des biens volés ne suffira pas à résoudre les problèmes"

La réduction du train de vie de l'Etat, la justification des biens acquis ou le vol de deniers publics, doivent être poursuivis, selon l'ambassadeur d'Allemagne au Sénégal. Mais pour Christian Clages, le recouvrement de tous ces biens ne "suffira" pas à la résolution des problèmes. Les institutions de la société civile doivent, à son avis, réussir le combat contre l'impunité. Christian Clages d'appeler les politiques à se pencher sur cette réflexion : "Il ne faut pas que chaque changement de régime donne lieu à une communauté d'intérêts qui se partage le gâteau". Il n'a pas manqué de saluer la démarche actuelle du régime sénégalais qui s'inscrit, selon lui, dans le cadre de la bonne gouvernance. Le diplomate allemand, faut-il le rappeler, est bien connu pour son franc-parler. A quelques semaines de la présidentielle, il avait demandé aux partis politiques sénégalais d'inscrire dans leurs programmes l'option de la résolution du conflit casamançais. Cette déclaration avait suscité une vive réaction du gouvernement sénégalais pour qui le Sénégal n'avait "pas de leçon à recevoir de qui que ce soit". ■

PR ISMAILA MADIOR FALL, CONSTITUTIONNALISTE

«L'Assemblée nationale n'est pas un pouvoir»

On commence pompeusement à baptiser sous les chaumières de Parlement de rupture l'Assemblée nationale qui sera élue le soir du 1er juillet prochain. Plus à tort que de raison, car les mêmes pratiques ont de beaux jours devant elles.

PR ISMAILA MADIOR FALL

On en doutait depuis bien des temps. Mais, la certitude n'est jamais venue d'une personne aussi autorisée dont les points de vue font parfois trembler le baromètre politique. Le professeur de droit constitutionnel Ismaïla Madior Fall est formel. «*L'Assemblée nationale n'est pas un pouvoir*». Un point de vue qu'il a livré lors du forum de la Fondation Konrad Adenauer sur le thème «*Le Sénégal entre la Présidentielle et les Législatives : défis et perspectives*». Le constat du Pr Fall est une réalité qui traverse toute l'histoire politique du Sénégal. Les raisons ? Elles se trouvent d'abord dans le mode de scrutin. L'allusion au mode d'investiture est là. Pas de primaires pour être investi. Les listes tombent en général d'en haut, déterminées d'avance par le chef du parti. Le résultat fait que l'élu est plutôt un «*député du président*». Comme du reste des parlementaires libéraux l'ont clamé sans équivoque lors des débats. Les députés sont dans une logique de soutien, reconnaît le constitutionnaliste. «*Mais le soutien n'exclut pas le contrôle*», semble-t-il leur lancer d'avance. En somme, aucune démocratie dans les investitures. Sans quoi, il y aurait rien à craindre des Législatives du côté de Dagana. Là, c'est Me Ababacar Sadikh Naham, responsable du PS qui est monté au créneau. Me Naham pense que sa coalition, Benno Bokk Yakaar va à sa perte dans ce département. En cause, les candidats investis sur la liste départementale pour les élections législatives. «*Nous attirons l'attention des leaders de la coalition sur les risques encourus par l'investiture de personnalités non originaires du département*», a dit Me Naham au cours d'une conférence de presse. Le danger c'est que pour lui «*sur la liste nationale, aucun fils du Walo n'est investi*. Dans la commune de

Dagana où Omar Sarr s'est fait intraitable bien avant l'Alternance survenue en 2000, il n'y a aucun investi de Benno Bokk Yakaar. Au cours de cette même conférence de presse, Me Naham n'a pas caché sa crainte de voir les 36.000 voix récoltées au deuxième tomber dans l'escarcelle de l'opposition ou de coalition comme celle du marabout Mansour Sy Djamil qui a su dénicher un gros poisson comme Aliou Diack, l'ex-Pcr de Mbane.

INVESTITURES SANS DÉBAT

Comme quoi, les investis leur sont imposés. Même tableau du côté de Vélingara. Ici, les investis sont Amadou Tidiane Talla de Médina Gounass et Mariama Diallo de Kounkané. Inutile de spéculer sur l'éventualité d'un vote-sanction. Parce que Vélingara fait partie des «*enfants terribles*» du vote-sanction. Le dernier en date est celui opéré en 2009. Le Pds a forcé la main à la base pour investir aux Sénatoriales Moussa Mballo. A l'arrivée, les grands électeurs votent Aj/Pads. Au Fouladou, personne n'a compris l'absence du numéro 1 du Parti socialiste (Ps), Boubacar Mané. Sérieux et constant, le secrétaire général de l'Union départementale socialiste, Mané est une personnalité politique d'envergure archi-fidèle au Ps. Son absence sur les listes fait craindre le pire. Partout l'explication est la même : la parité et les contraintes d'alliances. Le Ps s'est essayé au jeu démocratique des investitures. Le résultat est connu : rudes bagarres de tendances, éliminations physiques, etc. d'ailleurs à Colobane (siège du Ps) on continue de se lamenter contre les tendances, une des sources de la débâcle de 2000 face au Sopi. Le président «déchu» du conseil rural de Mbane, Aliou Diack est sur la même longueur d'onde. «*Macky Sall en a été une victime expiatoire*», argumente-t-il. Une allusion à la «démakysation» engagée par Wade, mais lancée par la «loi» Sada Ndiaye. Refusant de se projeter sur l'avenir, l'ancienne députée, nouvellement investie sur la liste Benno Bokk Yakaar a avoué que «*nous n'avons jamais eu de Parlement*». Son regard arrache à l'assistance un sourire lorsqu'elle fait remarquer que ceux qui font une deuxième lecture (Sénat) sont moins instruits que les préposés à la première lecture.

DÉPUTÉS DU PRÉSIDENT

La notion de circonscription électorale, connue dans certaines démocraties n'est pas encore une réalité au Sénégal, déplore le Pr Fall. Dans sa localité, le député n'a pas de bureau où recevoir ses mandants et collecter les doléances.

Autre grief, cette quasi-absence de vie du Parlement. On parle moins d'amendement, d'influence sur les choix en matière de défense. En quoi ceux qui parlent depuis quelque temps d'Assemblée nationale de rupture seront déçus. Des députés de l'opposition, il y en aura sûrement. Une configuration plurielle, sans doute. Mais, au-delà, rien. «*Il n'y aura pas de refondation comme l'ont souhaité les Assises nationales* !», prévient Ismaïla Madior Fall. Membre du Ps et ministre de l'Enseignement supérieur, Serigne Mbaye Thiam a essayé de tempérer l'opinion du constitutionnaliste. «*Ce n'est pas une honte d'avoir une majorité appartenant à la mouvance présidentielle*». Sinon, soutient Thiam, l'Etat sera fragilisé. Le «soutien» dont on parle doit être éclairé pour Thiam. Lui qui plaide à l'instar du député Samba Dioudé Thiam pour une majorité de solidarité. Le chargé des élections du Ps voit dans la future Assemblée une majorité plurielle. Et ceci en raison des forces politiques qui composent Benno Bokk Yakaar. Une sorte de sur-place se dessine avec cette prochaine législature. Alors que Macky Sall est signataire des Assises nationales. Lui qui a décidé de maintenir le Sénat. «Il faut respecter le mandat que lui a donné le peuple», tempère Serigne Mbaye Thiam. Le Pr Penda Mbow elle suggère de négocier : «*on n'a pas élu un candidat des Assises*». ■

Hamidou SAGNA

Histoire récente d'un Parlement «*aux ordres*»

En juin 2003, le chef de l'Etat promulgue la loi portant sur les fonts baptismaux le Conseil de la République pour les Affaires économiques et sociales (Craes). Me Mbaye Jacques Diop en est le président élu pour cinq ans en août 2004. C'est en 2006 que le train des réformes atteint une sorte de vitesse de folie. Le mandat des députés élus en avril 2001 s'achève en 2006, celui du président intronisé le 1er avril 2000 pour 7 ans arrive à expiration en 2007. La conjoncture politique n'est pas bonne pour les libéraux. Car, l'ancien premier ministre Idrissa Seck, martyrisé par son emprisonnement dans l'affaire des Chantiers de Thiès, sort de l'épreuve avec un capital de sympathie qui peut faire mal. En plus, les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la capitale génèrent des milliers de sans-abris. Ces pluies ressemblent à un don du ciel pour Me Wade. Le prétexte est alors tout trouvé pour dire qu'il n'est pas raisonnable de faire en l'espace d'une année deux scrutins. Alors qu'une partie du peuple patauge dans les eaux fétides des inondations. En février, l'obscène loi Ezzan arrive. Le Président sénégalais Abdoulaye Wade a promulgué jeudi 17 février la loi Ezzan relative à l'amnistie politique. Ce texte offre l'impunité à tous les crimes politiques commis entre 1993 et 2004 en relation avec les élections. Le 20 janvier 2006, la loi prorogeant le mandat des députés est alors promulguée. Arrive ensuite le plan « Jaxaay » pour justifier le couplage des Législatives à la Présidentielle en 2007. L'idée s'avère plutôt vermoulue. Mais elle passe en loi devant des députés majoritairement acquis au Sopi. En novembre 2006, le «quart bloquant» (article 33 de la constitution) saute. Il n'est plus nécessaire, pour être élu au 1er tour, d'avoir la majorité absolue des voix représentant le quart des inscrit. Entre-temps, le corps électoral est musclé par le droit de vote reconnu, le 30 juin 2006, aux militaires et aux paramilitaires. Un peu avant, le 12 février 2007, une loi constitutionnelle institue le Sénat. Composée de cent membres dont 65 désignés par le chef de l'Etat, l'institution est une aubaine pour panser les plaies des investitures pour les Législatives du 3 juin 2007. Avant le scrutin, Wade déplace le jeu politique sur le code électoral. Ici, il jette dans la mare le pavé de la parité sur la liste nationale. Un nouveau décret de répartition est pris. L'opposition l'attaque, avec succès, au Conseil d'Etat. Par contre, le président, revenu à la charge, le 6 mars 2007, sur une nouvelle répartition des sièges copiée sur le même modèle que celui du 8 décembre, obtient gain de cause. Le 15 mai 2007, une nouvelle réforme constitutionnelle survient. Désormais, la suppléance du président de la République, en cas d'empêchement définitif ou de décès, est assurée par le président du Sénat.

De ses cendres du Craes, une nouvelle loi constitutionnelle ressuscite le Conseil économique et social. Arrive 2008. On est au cœur du débat sur la dévolution du pouvoir au fils Karim Wade. Le président Wade modifie l'article 27 de la Constitution qui porte la durée du mandat du président à 7 ans. Motifs officiels ? Permettre au chef de l'Etat d'avoir suffisamment de temps pour réaliser sa politique. L'opposition dénonce une remise en cause de la démocratie. Macky Sall, alors président de l'Assemblée nationale invité à la démission refuse. Il finit par s'en aller, suite à la proposition de loi de Sada Ndiaye, devenu ministre des Sénégalais de l'Extérieur depuis le vendredi 1er mai 2007. La loi réduit le mandat du président de l'Assemblée nationale de 5 à 1 an. La tourmente des réformes affecte dame justice. Le 8 août 2008, une loi organique crée la Cour suprême. Elle regroupe le Conseil d'Etat et la Cour de cassation. Le 23 juin 2011, le «couturier» Wade veut instituer le ticket à la Présidentielle. Une terrible vague de contestation oblige les parlementaires à reculer. Mais la veille, le député Cheikh Bamba Dieye s'enchaîne aux grilles du Parlement. L'allégorie est forte : l'Assemblée nationale n'est pas un pouvoir. ■

H. SAGNE

CHRISTIAN CLAGES, AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE AU SENEGAL

«Il faut identifier et poursuivre en justice les détournements de fonds, les enrichissements illégaux et le vol des moyens publics»

Seynabou FALL

«La mission du Fmi a discuté avec le gouvernement des mesures pour maîtriser les dépenses et modérer la dette publique». C'est ce qu'a indiqué, hier, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Sénégal qui s'est aussi prononcé sur la nécessité de faire des audits pour débusquer tous ceux qui ont détourné des fonds publics. Christian Clages participait au forum de la Fondation Konrad Adénauer Stiftung sur le thème : «Le Sénégal entre la présidentielle et les Législatives : défis et perspectives».

«Ces mesures doivent être expliquées publiquement, même si quelques décisions seront difficiles à transmettre», a notamment clamé le diplomate allemand selon qui, «les citoyens et citoyennes de ce pays (Ndlr : le Sénégal) accepteront des réformes douloureuses et une amélioration lente de leur situation socio-économique». M. Clages a toutefois reconnu que «les réformes coûtent cher et les caisses sont vides». «Par ailleurs, a-t-il soutenu, un changement de mentalités s'impose pour de multiples raisons. C'est aux citoyens et aux citoyennes de se retrousser les manches. Mais il ne suffit pas qu'ils soient prêts à affronter ces tâches eux-mêmes. Ils ont aussi besoin des conditions générales qui leur permettront de s'y appliquer».

«Il existe un risque que les espoirs suscités par le nouveau gouvernement soient déçus»

L'ambassadeur d'Allemagne est, en effet, d'avis qu'il y a un énorme besoin de réformes. «Il faut faire des efforts dans les secteurs centraux du développement du pays, tels que l'énergie, l'éducation et la formation, la santé et le marché du travail, pour les jeunes en particulier. Les résultats ne seront, cependant, pas visibles rapidement et il existe un risque que les espoirs suscités par le nouveau gouvernement soient déçus. Mais il y aura forcément d'autres privations», a-t-il souligné.

Et afin de «prendre des décisions budgétaire moins populaires, de façon publiquement acceptable», l'ambassadeur de l'Allemagne invite le gouvernement du président Macky Sall à «supprimer des privilèges gouvernementaux». «Il est nécessaire de réduire les dépenses qui étaient introduites en faveur des fonctionnaires et d'autres bénéficiaires par l'autre régime ou ceux qui ont une tradition encore plus ancienne», propose-t-il.

«Les services gouvernementaux devraient se charger, par le moyen des audits, d'identifier et le cas échéant de poursuivre en justice les détournements de fonds, les enrichissements illégaux et le vol des moyens publics», d'après lui. Aussi est-il d'avis que, «même si le remboursement des biens et des moyens usurpés n'assainira pas les Finances publiques de façon décisive, les institutions de la société civile auront pour tâche d'insister et de réussir le combat contre l'impunité de soi-disantes peccadilles».

«Je suis persuadé que ces Législatives confirmeront que l'époque du gouvernement autoritaire est passée»

Sur les élections législatives qui doivent se tenir le 1er juillet, l'ambassadeur d'Allemagne a soutenu qu'«il ne faut pas que le transfert du pouvoir devienne si douloureux pour un tel cercle exclusif qu'il place le maintien du pouvoir plus haut que l'intérêt du bien commun. Je suis persuadé que ces Législatives confirmeront que l'époque du gouvernement autoritaire est passée».

En outre, saluant l'engagement du nouveau gouvernement pour la bonne gestion, la démocratie, l'Etat de droit, la séparation des pouvoirs et la lutte contre le clientélisme, l'ambassadeur d'Allemagne a souligné que la mise en place d'un «Parlement souverain, d'une justice indépendante et d'une société civile vigilante en font partie».

SAMBA DIOULDE THIAM, SUR LA SORTIE MEDIATIQUE DE WADE

«C'est la sortie de quelqu'un qui a perdu le pouvoir et qui est conscient qu'il traîne beaucoup de casseroles»

Moustapha BA

Bien que n'étant plus président de la République, Me Abdoulaye Wade continue d'occuper le devant de la scène politique. Sa sortie médiatique, vendredi dernier, suscite encore de vives réactions. Et cette fois-ci, c'est Samba Diouldé Thiam qui est monté au créneau pour porter la réplique et expliquer le pourquoi des agissements du Secrétaire général national du Parti démocratique sénégalais (Pds).

«Je crois que c'est la sortie de quelqu'un qui a perdu le pouvoir et qui est également conscient qu'il traîne beaucoup de casseroles. Il est conscient que sa famille, sa femme Viviane Wade, son fils Karim Wade, sa fille, Sindièly Wade, et tout son entourage ont laissé beaucoup de casseroles. Ils sont effrayés, préoccupés de devoir rendre compte. Voilà des personnes qui pendant 12 ans avaient la latitude de tordre le coup à notre Constitution, à nos lois, à notre justice, et qui sont rattrapés aujourd'hui. Et elles crient simplement en se disant : ça y est nous avons connu une période faste pendant 12 ans, mais aujourd'hui l'avenir est tout à fait sombre

3/15/12

Le Quotidien Première Ligne

DEMANDE SOCIALE

Penda Mbow au front

Revoilà notre Penda Mbow nationale ! Cela faisait un bail qu'elle avait disparu. Mais elle nous revient cette-fois avec une belle trouvaille à défendre : la demande sociale. Un phénomène mondial et à la mode. Que nous propose-t-elle ? Simplement : «un plaidoyer en faveur de l'émergence d'un mouvement de citoyens à la base, capable de suivre les doléances des populations, mais aussi les actions des pouvoirs publics ». Pour être moins aérien, elle explicite son nouveau concept : « Il faudra un mouvement qui vienne de la base, une organisation des citoyens, des populations pour rendre compte du travail de l'Etat pour que nous puissions nous en sortir ». La présidente du Mouvement citoyen ne peut être plus claire. Pour y parvenir : « il faut rendre modestes le (citoyen) sénégalais et (son) Etat, retourner pour valoriser le consommer local ». Oh ! la la la ! On demande maintenant aux goorgoorlou de patienter en toute modestie et que si ça tarde de retourner consommer local. Bon, pour ceux qui viennent de parvenir au pouvoir, elle n'a pas encore une idée.

Cinq principes vont guider l'action gouvernementale

Face aux multiples urgences du pays, la méthode du gouvernement est d'agir par ordre de priorité, selon Serigne Mbaye Thiam, le ministre de l'Enseignement supérieur et porte-parole du gouvernement. Il a expliqué, hier, lors d'un forum, les nouveaux principes qui vont guider l'action gouvernementale, basés sur l'éthique, la sobriété et l'efficacité.

Le Sénégal est sorti grandi de la présidentielle du 25 mars dernier, en réalisant sa seconde alternance politique, démontrant ainsi, à la face du monde sa culture démocratique. Pour autant, le pays reste confronté à d'immenses défis : réformes institutionnelles, judiciaires, consolidation du dialogue social ou encore satisfaction de la lancinante question de la demande sociale.

Des questions urgentes auxquelles il faut trouver rapidement des solutions. « Tout est urgence dans ce pays », a estimé le professeur Penda Mbow, hier, au cours du forum organisé par la Fondation Konrad Adenauer Stiftung, sur le thème : « Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives : défis et perspectives ». L'historienne, qui a introduit le thème : « Défis et perspectives de la demande sociale », a déploré que l'accès à l'eau potable soit encore un problème au Sénégal. Selon le conférencier, outre l'accès à l'eau, le système de transport n'est pas performant. Le cadre de vie aussi se dégrade à cause de l'insalubrité et l'insécurité, surtout en milieu urbain.

L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Sénégal, Christian Clages, a demandé au gouvernement de « faire des efforts » dans les secteurs sociaux prioritaires à savoir l'énergie, l'éducation, la formation, la santé et l'emploi.

Définir un ordre de priorité des urgences

Serigne Mbaye Thiam, ministre de l'Enseignement supérieur et Porte-parole du gouvernement a indiqué que ces urgences ne doivent pas constituer « une échappatoire » pour le nouveau régime. Mieux, a-t-il ajouté, « une fois qu'on a accédé au pouvoir, il ne sert à rien de se lamenter. On a conquis le pouvoir pour régler des problèmes ». Selon lui, il faut mettre par ordre de priorité les urgences. Cela explique, a-t-il dit, que les premières mesures prises par le gouvernement aient porté sur la réduction de la taille du gouvernement, la baisse des prix des denrées de consommation courante, etc. Toutefois, Serigne Mbaye Thiam a indiqué que ces efforts du gouvernement ne peuvent prospérer sans la définition de « politiques durables et soutenables ».

Réformes constitutionnelles hardies

Au plan institutionnel, même si le besoin de réformer a toujours été une demande des partis politiques et même des acteurs des Assises nationales, le constitutionnaliste Ismaïla Madior Fall souligne que le contenu de ces réformes n'a jamais été défini au Sénégal. « On réforme plus ou moins en surface », a-t-il déclaré. Le Pr. Fall a soutenu que le président de la République restera une institution forte dans notre pays, le Parlement ne sera jamais un contre-pouvoir et l'indépendance de la justice ne sera jamais totale et entière.

A la place des réformes générales, intemporelles et personnelles, Ismaïla Madior Fall milite pour des réformes qui posent les vraies questions. L'économiste Pape Ibrahima Bèye a recommandé que l'Etat soit dans une logique d'anticipation et d'évolution permanente. Cela permettra la modernisation de l'Etat, de la Justice et la mise en place

Sur ces différentes questions, Serigne Mbaye Thiam a révélé que cinq principes qui guideront la conduite de l'action gouvernementale ont été adoptés. Il s'agit de l'éthique qui doit être au cœur du pacte républicain, de la transparence dans un service public de qualité, la concertation et la participation citoyenne ainsi que l'efficacité qui doit permettre la satisfaction des besoins des populations.

Maguette NDONG

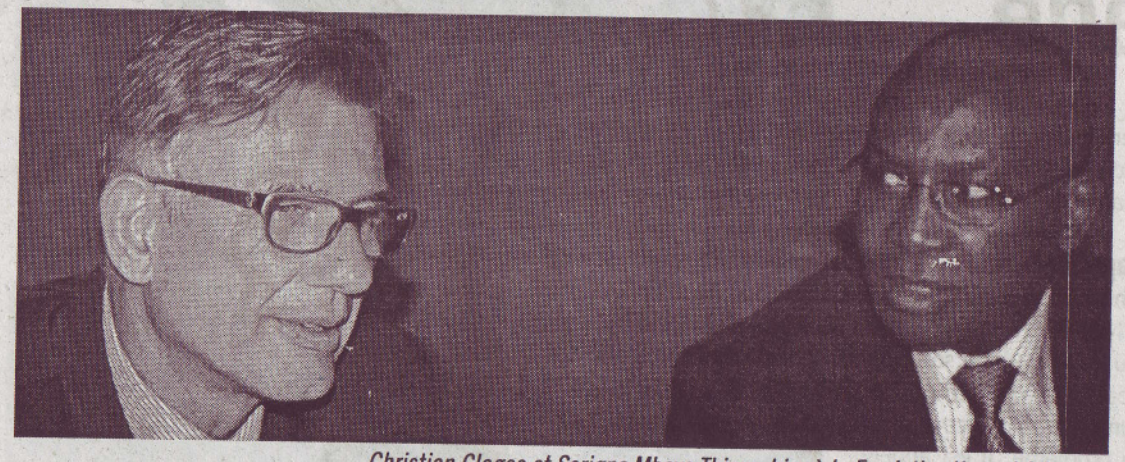
LE SOLEIL - JEUDI 31 MAI 2012

APRÈS LA VISITE D'UNE MISSION DU FMI AU SÉNÉGAL

Enquête 31/5/12

L'ambassadeur d'Allemagne, Christian Clages a encore mis les pieds dans le plat en annonçant hier, faisant référence aux recommandations du FMI, des mesures douloureuses que le gouvernement sénégalais est condamné à prendre.

Christian Clages annonce des mesures "douloureuses"



Christian Clages et Serigne Mbaye Thiam, hier à la Fondation Konrad Adenauer

AMADOU NDIAYE

Christian Clages s'est encore distingué hier par son franc-parler. L'ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne a demandé au gouvernement du Sénégal de partager avec les populations les mesures "douloureuses" auxquelles elles pourraient faire face dans les jours à venir. Le diplomate en a appelé au "courage" du gouvernement sénégalais qui, selon lui, doit informer l'opinion sur les recommandations de la mission du Fond monétaire international (Fmi) menée au Sénégal du 2 au 15 mai 2012. Dirigée par Hervé Joly, cette mission aurait formulé des recommandations nécessitant des "sacrifices". "Gouverner, c'est aussi avoir le courage de parler à son peuple… J'espère que le peuple sénégalais sera en mesure de faire face à ces mesures douloureuses", a déclaré le diplomate allemand. Qui s'exprimait hier à l'occasion du forum organisé par la Fondation Konrad Adenauer sur le thème : "le Sénégal entre la présidentielle et les législatives. Défis et perspectives".

Sans trop entrer dans les détails, Christian Clages a expliqué que le Sénégal doit faire des efforts dans les secteurs centraux de l'Éducation, de la Santé et de l'Énergie. Les défis sont majeurs dit-il, lui qui évoque les "caisses vides" de l'Etat. Ainsi exhorte-t-il les Sénégalais à "se retrousser les manches et à travailler pour le pays".

Pour rappel, ladite mission du FMI avait fait état de dangers qui guettent l'économie sénégalaise et avait alerté l'opinion. "Faute de mesures correctives, le déficit budgétaire pourrait dépasser 8% du PIB cette année, un niveau clairement insoutenable", avait averti la mission. Des réponses différentes devraient venir à bout de cette situation, selon les membres de la mission qui ont parlé de la nécessité de venir en aide aux victimes de la sécheresse et la révision de la croissance à la baisse justifiant ainsi le réajustement à la hausse de la cible de déficit.

Par rapport aux subventions consenties par l'Etat, le FMI mentionne qu'une grande partie du déficit provient du soutien au prix de l'énergie dont l'électricité et les produits pétroliers. "Il atteindrait le coût très élevé pour les finances publiques de 150 milliards de F Cfa en 2012, c'est-à-dire 2% du PIB". Du coup, la mission a encouragé les autorités à remplacer les subventions par des mesures plus efficaces. Il y a quelques jours, le syndicaliste Mademba Sock avait fait état d'une probable hausse du prix de l'électricité au Sénégal.

"Le recouvrement des biens volés ne suffira pas à résoudre les problèmes"

La réduction du train de vie de l'Etat, la justification des biens acquis ou le vol de deniers publics, doivent être poursuivis, selon l'ambassadeur d'Allemagne au Sénégal. Mais pour Christian Clages, le recouvrement de tous ces biens ne "suffira" pas à la résolution des problèmes. Les institutions de la société civile doivent, à son avis, réussir le combat contre l'impunité. Christian Clages d'appeler les politiques à se pencher sur cette réflexion : "Il ne faut pas que chaque changement de régime donne lieu à une communauté d'intérêts qui se partage le gâteau". Il n'a pas manqué de saluer la démarche actuelle du régime sénégalais qui s'inscrit, selon lui, dans le cadre de la bonne gouvernance. Le diplomate allemand, faut-il le rappeler, est bien connu pour son franc-parler. A quelques semaines de la présidentielle, il avait demandé aux partis politiques sénégalais d'inscrire dans leurs programmes l'option de la résolution du conflit casamançais. Cette déclaration avait suscité une vive réaction du gouvernement sénégalais pour qui le Sénégal n'avait "pas de leçon à recevoir de qui que ce soit". ■

Christian Clages, Ambassadeur d'Allemagne au Sénégal : « Le Sénégal doit réussir le combat contre l'impunité… »

La Fondation Konrad Adenauer a organisé ce mercredi un forum sur « le Sénégal entre la présidentielle et les Législatives 2012 : Défis et perspectives » à son siège. Au cours de ce forum, le Sénégal a été mis en exergue et félicité pour son modèle démocratique en Afrique. Mais ce pays devrait « réussir le combat contre l'impunité… »

« Le Sénégal est un modèle démocratique en Afrique. Félicitations au Sénégal d'avoir réussi l'obtention d'une démocratie. C'est la victoire de la démocratie », témoigne Dr Gerhard Wahlers, secrétaire général Adjoint de la Konrad Adenauer Stiftung à Berlin en Allemagne.

De son côté, S. E. M. Christian Clages, Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne, a affirmé entre autres que « le Sénégal doit
réussir le combat contre l'impunité, et le changement obtenu dans ce pays ne devra pas se limiter seulement à un jeu de partage du gâteau ».

Dr Gerhard a également voulu présenter la Fondation Konrad Adenauer. « La Fondation Konrad Adenauer (FKA) est une fondation politique allemande qui porte le nom du premier chancelier de la République Fédérale d'Allemagne. C'est grâce à sa politique que la démocratie a pu s'ancrer solidement en Allemagne après le 3ème Reich. La FKA a été fondée après la seconde guerre mondiale avec l'objectif de promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la liberté et l'état *de droit en Allemagne. Elle a commencé ses activités au Sénégal en 1976 », informe Dr Gerhard Wahlers, secrétaire* général adjoint de la Konrad Adénauer Stiftung à Berlin en Allemagne.

Gata DORE

Mercredi 30 Mai 2012

Source :
http://www.pressafrik.com

Audits: L'ambassadeur de l'Allemagne au Sénégal demande à l'Etat de poursuivre en justice les pilleurs de la République

Seneweb.com Consulté 13818 fois 112 commentaires Favoris

AAA

Diplomatie

Christian Clages Audits Ambassadeur Allemagne Sénégal Etat Justice Pilleurs de la République

120Partager

Ajouter

Seneweb.com

La République fédérale d'Allemagne met la pression sur le gouvernement du Sénégal en ce qui concerne les audits. En effet, son ambassadeur au Sénégal, Christian Clages, qui prenait part hier, mercredi, au forum de la fondation Konrad Adenauer Stiftung, sur le thème « Le Sénégal entre le présidentielle et les législatives: défis et perspectives », a invité les autorités sénégalaises à identifier et poursuivre en justice les « pilleurs » de la République. « Les services gouvernementaux devraient se charger, par le moyen des audits, d'identifier et, le cas échéant, de poursuivre en justice les détournements de fonds, les enrichissements illégaux et le vol des moyens publics », a-t-il plaidé *selon nos confrères du Populaire. Même si le nombre des biens et des moyens usurpés n'assainira* pas les finances publiques de façon décisive, l'ambassadeur d'Allemagne a indiqué que « les institutions de la société civile auront pour tâche d'insister et de réussir le combat contre l'impunité de soi-disantes peccadilles ».

LE SÉNÉGAL ENTRE LA PRÉSIDENTIELLE ET LES LÉGISLATIVES

Pour un nouveau type de Sénégalais

A quelques jours du démarrage de la campagne pour les élections législatives du 1er juillet prochain, le débat des défis et des perspectives pour notre est posé. Les quatre communications ont abouti sur cette conclusion: il faut un nouveau type de sénégalais pour relever les défis du développement. Et cela passe par le respect des dispositions de bonne gouvernance, la valorisation de nos produits locaux et surtout la révolution des mentalités. La fondation Korad Adenauer a servi de cadre avec le forum sur «*Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives*» qui s'est tenu hier, mercredi 30 mai, dans ses locaux.

En déclinant hier, mercredi 30 mai, la «*Vision et pratique du gouvernement*», lors d'un forum sur «*le Sénégal entre la présidentielle et les législatives : défis et perspectives*», organisé par la Fondation Konrad Adenauer stiftung, Serigne Mbaye Thiam, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a décliné cinq piliers sur lesquels repose une politique de bonne gouvernance. Il s'agit de «*la transparence, avec l'objectif d'un service public de qualité rendu aux citoyens et usagers suivant les standards les plus élevés en matière de rapport entre gouvernants et citoyens*». De «*l'étique, qui doit être au cœur du pacte républicain en temps que norme structurante de la vie sociale, du fonctionnement des institutions et de l'administration des politiques publiques pour une République exemplaire et des gouvernants exemplaires qui doivent s'évertuer à donner l'exemple*».

L'autre aspect soulevé est «*relatif à la concertation et à la participation citoyenne pour rénover notre démocratie au moyen, d'une dynamique inclusive afin de créer des cadres de mobilisation d'une citoyenneté active et vigilante, comme sentinelle de la bonne gouvernance*». Le quatrième pilier, c'est le binôme sobriété et humilité pour la promotion de comportement et de valeurs qui réconcilient le citoyen et le politique. Enfin, le dernier élément, c'est l'efficacité en matière d'actions gouvernementales dont la finalité est la satisfaction des populations.

Le Pr Penda Mbow, qui a abordé la question des «*défis et perspectives de la demande sociale*», quant à elle, n'a pas manqué de s'interroger : «*Si nous ne cherchons pas à poser les vrais débats, nous allons nous retrouver avec des dysfonctionnements que nous ne pouvons plus gérer*». Pour étayer son propos, l'historienne a donné l'exemple de la crise scolaire et universitaire. Elle a invité les nouvelles autorités «*à avoir plus de sérénité par rapport à la chose publique et impliquer les élus à une réflexion plus approfondie, une animation de notre espace public, mais aussi un travail dans les médias pour arriver à cette demande pressante de nouveau type de Sénégalais que nous voulons tous construire et voir émerger*». Et d'ajouter : «*Nous devons nous faire violence pour voir ce qui ne vas pas dans notre pays. La famille sénégalaise mérite une réflexion. On ne peut pas, dans une société, ne pas repenser la famille qui est la cellule de base*». Le Pr Penda Mbow est convaincue que l'Etat ne peut pas tout faire. «*Il faudra un mouvement qui vienne de la base, une organisation des citoyens, des populations pour rendre compte du travail de l'Etat pour que nous puissions nous en sortir*».

En outre, le Pr Ismaila Madior Fall, institutionnaliste qui a présenté la communication : «*Défis institutionnels et de la justice*», estime que «*Pour promouvoir de nouvelles institutions, il faut avoir de nouvelles mentalités, un nouveau sursaut national*». Il a aussi déploré le manque de suivi et d'évaluation des réformes constitutionnelles et l'absence d'un cadre de référence délibératif et démocratique de mise en place des réformes dans notre pays.

Enfin, Pape Ibrahima Bèye qui a introduit le sujet «Défis et perspectives économiques et du dialogue social», a invité à une révolution des mentalités pour gagner la bataille du développement.

Bacary Domingo MANE

SUD QUOTIDIEN JEUDI 31 M

SUD 31/5/12

AVIS D'EXPERT

ELECTIONS LEGISLATIVES

Ismaïla Madior Fall favorable à une évaluation du mode de scrutin en cours

En dehors de la bonne organisation des élections législatives, le défi selon le Pr Ismaïla Madior Fall c'est de faire en sorte que l'Assemblée nationale soit plurielle et que le gouvernement puisse avoir une majorité parlementaire «raisonnable et pas écrasante». Le constitutionnaliste était l'invité du Forum organisé par la Fondation Konrad Adenauer sur le thème : «Le Sénégal entre la présidentielle et les législatives, défis et perspectives».

Même s'il permet une pluralité (représentation) à l'Assemblée nationale, le mode de scrutin en cours au Sénégal n'est pas sans reproche. Par exemple, il garantit le plus souvent une *«majorité écrasante»* pour le parti au pouvoir, déplore Ismaïla Madior Fall. *«Ces 90 députés qui sont élus sur le scrutin majoritaire au niveau des départements. Et souvent, c'est le parti au pouvoir qui sort vainqueur. De sorte que l'opposition existe au Parlement mais son niveau de représentation numérique est relativement faible pour pouvoir y jouer véritablement son rôle»*, explique le constitutionnaliste. Le Pr Fall souhaite une l'Assemblée plurielle avec *«une majorité raisonnable»*. Comment faire pour y arriver ?

Ismaïla Madior Fall répond : *«On devrait évaluer pour voir est-ce qu'on ne peut pas avoir une réflexion qui aboutirait à un mode de scrutin qui réconcilierait mieux les députés, le représentant et le peuple»*. Par exemple, poursuit le professeur, *«que le député puisse organiser des Forum citoyen avec le peuple pour remonter les préoccupations du citoyen. Qu'il puisse avoir un ancrage, une circonscription électorale où il peut parler à des représentants»*.

Toujours sur le mode de scrutin en cours, Fall rappelle que le mode de choix des députés qui doivent figurer sur les listes est souvent décidé par les chefs du parti dominant ou du groupe de parti dominant. Et donc, dit-il, *«le mode de scrutin est tel que finalement les députés ont tous tendance à être les députés du président que des députés du peuple»*. Ainsi, aux yeux du constitutionnaliste, les défis pour le nouveau gouvernement, c'est une bonne organisation des élections législatives, c'est aussi de faire en sorte que l'Assemblée nationale soit plurielle et que le gouvernement puisse avoir une majorité parlementaire *«raisonnable et pas écrasante»*.

Le professeur Ismaïla Madior Fall plaide pour une majorité raisonnable et pas écrasante à l'Assemblée pour le parti au pouvoir

Pour le ministre de l'Enseignement supérieur et Porte-parole du gouvernement Serigne Mbaye Thiam, le contexte nouveau va trouver son prolongement dans les prochaines élections législatives. *«Elections*, dit-il, *dont l'une des conséquences majeures sera la recomposition de la représentation Parlementaire au sein de l'une de sa chambre la plus en vue : l'Assemblée nationale»*. Ce contexte appelle, selon le ministre, l'émergence de compétences affirmées d'acteurs qui vont légiférer et contrôler les politiques, programmes et règlements que le gouvernement est appelé à mettre en œuvre.

Yaykha MASSALY